

La lutte de libération palestinienne

Revue en ligne pour la Journée de solidarité avec la Palestine



FREE PALESTINE



International Coordination of
Revolutionary Parties and Organizations

Chers camarades, chers amis,

Depuis sa fondation, ICOR a toujours soutenu activement la lutte de libération du peuple palestinien. Ce journal en ligne est publié à l'occasion de la Journée de solidarité avec la Palestine du 30 mars 2023, décidée par la 4ème conférence mondiale de l'ICOR. Différentes organisations membres de l'ICOR y exposent brièvement leur position sur la question palestinienne. En outre, il y a des contributions invitées d'organisations qui ne sont pas membres d'ICOR. Le journal doit servir à approfondir et à faire avancer la discussion sur la question palestinienne.

Les différentes contributions ont été rédigées par les organisations respectives. Elles reflètent les points de vue et les positions de l'organisation qui les a écrites et sont publiées sous sa responsabilité. L'ICOR ne partage pas toutes les positions présentées dans les contributions.

Les organisations ont traduit leurs contributions selon leurs possibilités. Afin de rendre les contributions accessibles au plus grand nombre de personnes possible, nous avons traduit les textes automatiquement avec deepL lorsqu'aucune traduction n'était disponible. Les textes qui ont été traduits avec deepL sont signalés en conséquence.

Il est également prévu qu'après la journée d'action, un deuxième journal en ligne soit publié avec des rapports d'action, mais aussi des contributions qui souhaitent aborder de manière critique d'autres personnes dans le journal en ligne actuel.

Si vous voulez participer à la discussion, écrivez à coordinationint@yahoo.co.uk

Monika Gärtner-Engel,
Coordinatrice principale d'ICOR.

Contributions

Résolution de la 4e Conférence mondiale d'ICOR L'ICOR organisera la solidarité avec le peuple palestinien	page 5
Les sympathisants du PFLP Allemagne	page 6
MMLPL Maroc Solidarité des travailleurs marocains avec le peuple palestinien dans sa lutte contre les crimes sionistes	page 8
PPDS Tunisie La cause palestinienne entre le statu quo de l'intensification de l'oppression et la montée de la résistance patriotique	page 11
PC (ML) République Dominicaine	page 14
PCR Uruguay	page 15
BP (NK-T) Kurdistan du Nord / Turquie Thèses sur la question israélo-palestinienne	page 16
MLKP Turquie / Kurdistan La résistance du peuple palestinien fera son chemin dans de nouvelles conditions	page 19
MLPD Allemagne Lignes de base de la position sur la lutte de libération palestinienne à l'ICOR	page 22
UMLP Portugal Palestine - Fin de l'agression, fin de l'occupation - Pour le droit à l'autodétermination ! Vive la solidarité internationale !	page 25
UPML France Le programme historique des Palestiniens	page 26
UoC Chypre Palestine et Chypre : Une histoire de fraternité des peuples	page 28

Contributions d'invités

HASHD Jordanie

page 30

Le point de vue du HASHD sur la cause nationale palestinienne et le conflit arabo-sioniste

ILCP Irak

page 32

La cause palestinienne ... Notre position

Khaled W, ARPM

page 34

L'ICOR organisera la solidarité avec le peuple palestinien

Depuis la révolution de 1936, la Palestine et les palestiniens continuent d'écrire l'histoire de la lutte et de la révolution avec du sang et des sacrifices. Depuis environs une décennie la Palestine et les palestiniens sont encore un exemple de la lutte anti-impérialiste et anticolonialiste.

Plus que jamais la Palestine et les palestiniens ont besoin de la solidarité des partis et organisations révolutionnaires et de leur engagement, pour triompher dans son désir historique à l'indépendance et libération.

1917 Lénine a caractérisé la déclaration Balfour comme un plan de l'impérialisme international, d'installer la création coloniale sioniste en Palestine avec le but de dominer la région. La vue de Lénine et devenue réalité depuis 1947.

Depuis là le peuple palestinien vive sous le joug du colonialisme, exploité, volé de son sol, massacré et forcé par violence de quitter le Palestine (Des millions des palestiniens sont renforcés de vivre en Jordanie, Liban, Syrie et partout dans le monde et ils sont empêcher de leur loi de rentrer)

La création sioniste israélien a commit des crimes barbares et des génocides, qui continuent jusqu'à aujourd'hui. (DIR YASSIN, SABRA, CHATILA, JENIN, GAZA ...) Le peuple héroïque palestinien et ses forces révolutionnaires et combattants ont résisté et ils continuent á résister dans tous les formes de la lutte révolutionnaire.

Il y a quelques semaines que six détenues, qui sont des combattants révolutionnaires, ont réussi de s'en fuir d'une prison de haute sécurité. Cela montrait en plus d'une manière héroïque et presque imaginaire la tragédie de mille des détenues politiques, qui sont emprisonnés illicitement depuis des années et décennies, d'abord les leaders de la lutte palestinien :_Ahmed Saadet et Marwan Bargouthi.

Les ouvriers, les paysans, les étudiants et tous les palestiniens continuent avec leur lutte héroïque. La

cause palestinien restera un part inséparable du mouvement international anti-impérialiste et anti-sioniste révolutionnaire.

La 4ème conférence mondiale de l'ICOR

1. déclare son plein support à la lutte héroïque du peuple palestinien et ses forces révolutionnaires pour indépendance et libération.
2. accuse le sionisme et estime la lutte contre le sionisme comme tâche centrale pour le mouvement international révolutionnaire.
3. appelle à une campagne internationale de solidarité avec tous les détenues politique palestiniens, d'abord avec AHMED SAADAT et MARWAN BARGOUTHY et Georges Ibrahim Abdallah.
4. appelle au support de BDS et à l'engagement de leurs membres en boycottant des marchandises sionistes israéliens.
5. L'ICOR va organiser une journée internationale de solidarité avec Palestine le 26 Novembre 2022.

Le 29 novembre, nous commémorons, comme chaque année, la journée de solidarité internationale avec le peuple palestinien. Cette journée a été instaurée suite à la décision de l'ONU (B 40/32) à cette date en 1977. Bien que cette journée ait été initiée au nom de la solidarité, cette solidarité est fragile ou n'est pas totale et inconditionnelle, car cette décision a été introduite après la résolution 181 de l'ONU en 1948, qui a décidé de la partition de la Palestine. La division et l'expropriation de la Palestine ont été une décision colonialiste mise en œuvre par les puissances occidentales et une terre a ainsi été attribuée par des puissances impérialistes étrangères aux occupants sionistes au détriment du peuple indigène palestinien, qui a été massacré, expulsé et exproprié dans la foulée. Ce massacre, cette expulsion et cette expropriation par les milices sionistes ont fait suite à des années d'oppression et d'occupation par les Britanniques, qui exerçaient auparavant leur mandat sur la Palestine. Les milices sionistes ont ainsi pu construire leurs colonies colonialistes sur les ruines des maisons palestiniennes, avec le soutien financier et militaire illimité des Britanniques.

Dans ce contexte, le rappel annuel de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien n'est qu'une expression très faible pour révoquer la division injustifiée de la Palestine par l'ONU en 1948 ou pour réaliser le droit à une patrie et à une existence du peuple palestinien. Au contraire, la souffrance du peuple palestinien, son assassinat, son expulsion et sa dépossession se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. Les paragraphes suivants résument les crimes de droit international commis contre le peuple palestinien par la politique d'occupation sioniste :

- L'occupation sioniste continue du sol palestinien sans tenir compte des résolutions de l'ONU par Israël et en particulier le non-respect de la résolution 194 de l'ONU, le droit au retour des Palestiniens* expulsés et la construction continue de colonies illégales sur le sol palestinien (le nombre de colonies illégales s'élève à plusieurs centaines).
- La répression et l'assassinat continus du peuple

palestinien (le nombre de martyrs depuis le début de l'année 2022 s'élève à environ 200).

- La poursuite des arrestations illégales - le nombre de prisonniers politiques palestiniens s'élève à environ 6000, dont 141 femmes et 739 enfants.
- La politique continue de détention administrative - actuellement, environ 820 prisonniers sont en détention administrative, c'est-à-dire qu'ils sont détenus sans aucune accusation, sans procès ou sans aucune preuve et que cette détention peut être prolongée indéfiniment. Cette politique d'occupation israélienne, contraire au droit international, est malheureusement unique au monde.
- Le refus de la liberté de mouvement des travailleurs palestiniens en raison des nombreux points de contrôle dans les territoires palestiniens, de sorte que les travailleurs ne peuvent pas se rendre sur leur lieu de travail et sont retenus aux points de contrôle.
- la destruction des villages palestiniens et des terres agricoles afin de marginaliser davantage les agriculteurs palestiniens. Cette politique a d'immenses conséquences négatives sur l'économie palestinienne.
- L'embargo permanent de la bande de Gaza depuis plus de 16 ans sans aucune exception humanitaire, faisant de Gaza, l'endroit le plus densément peuplé au monde, la plus grande "prison à ciel ouvert" du monde.
- La persécution et l'assassinat de journalistes qui souhaitent dénoncer les crimes des forces d'occupation. On peut citer ici le dernier assassinat de sang-froid de la journaliste palestinienne Shereen Abu Aqle.

ous ces crimes commis en violation du droit international par l'occupation israélienne au cours des dernières décennies depuis le début de l'occupation de la Palestine n'auraient pas pu se poursuivre ainsi sans le silence international et l'indifférence des organisations internationales des droits de l'homme. Le dernier rapport d'Amnesty International sur les droits de l'homme souligne cette situation. Cependant, tout rapport sur les droits de

l'homme reste sans valeur tant que les abus constatés ne sont pas modifiés dans la réalité ou que les crimes de l'occupation israélienne ne sont pas suivis de sanctions et que les responsables ne sont pas tenus de rendre des comptes au lieu d'être chaleureusement accueillis et honorés.

Par conséquent, la véritable solidarité avec le peuple palestinien signifie la solidarité sous toutes ses formes et avec toutes les couches et parties du peuple palestinien dans le monde entier, et en particulier la solidarité avec la résistance palestinienne qui lutte depuis toujours contre le colonialisme et l'occupation sioniste. Cette occupation sioniste fait partie de l'impérialisme international et, par conséquent, soutenir la résistance palestinienne, c'est soutenir la lutte contre l'impérialisme mondial qui se propage comme un cancer dans le monde. C'est pourquoi la résistance palestinienne revendique les droits du peuple palestinien et se prononce clairement contre la criminalisation de la résistance. Au contraire, la résistance devrait être légitimée et soutenue publiquement, car elle lutte contre une occupation colonialiste contraire au droit international. En outre, il demande le renforcement et l'extension du boycott international politique, économique et culturel d'Israël et de toutes ses institutions et organisations dans le monde entier. Le boycott économique équivaut au boycott du meurtre, de l'expulsion et de l'expropriation d'un peuple indigène et exige la fin des forces colonialistes dans ce monde.

En outre, tout soutien à des projets qui aident le peuple palestinien à rester dans sa patrie et à y survivre est également très important. Cela concerne tous les projets agricoles, de santé et de

droits de l'homme qui jouent un rôle de soutien temporaire et curatif dans l'ensemble.

En outre, la résistance palestinienne devrait également être retirée de la liste des organisations terroristes. Cela peut se faire en faisant pression sur les gouvernements des différents pays, car ces gouvernements font partie de la machine à réprimer les organisations de défense des droits de l'homme qui défendent les droits des Palestiniens*. Un bon exemple de la propagande d'Israël et du soutien des gouvernements occidentaux à cette propagande est le mouvement BDS, l'organisation Alhaq, Al-Dameer et quatre autres organisations qui mènent des activités de développement et d'éducation dans les territoires palestiniens.

Enfin, le nouveau gouvernement d'extrême droite israélien, composé de fanatiques d'extrême droite, ne fera qu'aggraver la situation et l'escalade en Palestine occupée. C'est pourquoi il est du devoir de tous les amoureux de la liberté et de tous les révolutionnaires* de se positionner clairement avec la Palestine et de s'opposer à ces crimes en se déclarant plus que simplement "solidaires". Dans le cas contraire, l'existence des Palestiniens* restants en Palestine occupée est sérieusement menacée.

Gloire aux amoureux de la liberté dans le monde entier ! Gloire et honneur au peuple palestinien. Liberté pour tous les prisonniers politiques dans toutes les prisons impérialistes du monde entier !

Liberté pour nos camarades Ahmad Saadat et George Ibrahim Abdallah !

Vive la révolution contre l'impérialisme !

Solidarité des travailleurs marocains avec le peuple palestinien dans sa lutte contre les crimes sionistes

Ce qui suit est une déclaration publiée par le mouvement marxiste-léniniste, la ligne prolétarienne au Maroc, sur la question palestinienne en réponse à la campagne de solidarité internationale annoncée par l'ICOR et le Front uni contre le fascisme et l'impérialisme :

1 L'entité sioniste est considérée dans la littérature du mouvement marxiste-léniniste, la ligne prolétarienne marocaine, qui est implantée au cœur des peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, comme la pointe de la lance de l'impérialisme capitaliste mondial.

2 Le livre de John Hudson (1858-1940) sur l'impérialisme paru en 1901 confirme cette relation entre impérialisme et sionisme lorsqu'il affirme que toutes les campagnes impérialistes sont financées par des groupes sionistes capitalistes stationnés en Europe. L'écrivaine juive Hannah Arendt (1906-1975) insiste sur cette question dans son livre Sur les fondements du totalitarisme (1948), page (135). Grâce à ce contrôle financier impérial sioniste, le sionisme mondial a pu acquérir un contrôle absolu politiquement, militairement et économiquement sur le peuple palestinien et obtenir la déclaration de Belfour et ainsi mettre en œuvre le projet du sioniste Théodore Herzl (1860-1904) pour construire un État sioniste en Palestine malgré la résistance héroïque du peuple palestinien à ce projet depuis le début.

3 Le sionisme et l'impérialisme mondial ne se sont pas satisfaits de l'oppression militaire et politique du peuple palestinien, mais l'ont plutôt enveloppée dans une série de mensonges idéologiques et historiques pour confirmer la fausse présence historique d'un peuple juif en Égypte et en Palestine, bien que ces mensonges ont été démentis par toutes les recherches archéologiques et historiques, à commencer par la légende de "Moïse" et du "Pharaon Ramsès". C'est un mythe qui est nié par des études tangibles d'histoire matérielle, d'archéologie et d'anthropologie. Tout ce qui est mentionné dans les livres saints juifs n'a

aucune existence tangible et n'a aucun rapport, ni linguistiquement ni historiquement, avec la civilisation égyptienne antique. Même le mot "Pharaon" n'a aucun rapport et n'existe pas dans la culture égyptienne antique. Au contraire, les historiens ont découvert que l'origine du mot "Pharaon" est grecque. Sur la base de ces mensonges, le sionisme a construit ses mythes fondateurs pour son idéologie impérialiste, qui vise à construire un empire de l'Égypte à l'Irak et ainsi anéantir les peuples de la région. Le sionisme a utilisé de nombreux films, livres et magazines hollywoodiens pour confirmer ces mensonges, profitant du phénomène de l'antisémitisme en Allemagne sous le régime nazi pour mobiliser les forces impérialistes et réactionnaires afin de renforcer leurs thèses racistes et fascistes.

4 Tous les livres d'histoire confirment que juifs, chrétiens et musulmans vivaient en harmonie dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, sachant que juifs et musulmans arabes sont orphelins des peuples sémitiques, et qu'il n'y a pas d'antisémitisme en ces pays. Au contraire, l'antisémitisme est né en Europe, où prévalait le phénomène de la persécution des Juifs. Cela confirme qu'il n'y a aucun lien entre la question juive en tant que religion et le sionisme impérialiste raciste.

5 Depuis sa création, l'ONU a tenté de trouver des solutions au conflit fabriqué entre le sionisme et les Palestiniens, elle a donc adopté sa fameuse décision de partitionner la Palestine en 1947 (Résolution 181), malgré le soutien de l'Union soviétique aux Nations Unies Plan de partage des nations, qui soutenait le droit à l'autodétermination des peuples palestinien et juif de vivre en paix sur les terres de Palestine, et leur droit à l'indépendance L'objectif des sionistes était de monopoliser les territoires palestiniens et d'expulser et de génocider les Palestiniens peuple palestinien par un génocide systématique perpétré par des bandes armées sionistes de la population palestinienne et donc par la confiscation de ses terres agricoles et de ses maisons, et par le déplacement

forcé et l'emprisonnement de ses enfants sous prétexte de combattre la résistance à l'occupation. Depuis lors, les crimes des sionistes se sont succédés un à un, tout en étant poursuivis par la vaillante résistance du peuple palestinien avec toutes ses factions et affiliations politiques et idéologiques.

6 Bien que les Nations Unies aient réaffirmé le 4 juin 1967 la création de deux États en Palestine, la cessation des opérations de colonisation sionistes et la publication de dizaines de résolutions des Nations Unies (plus de 200 résolutions), l'entité sioniste est restée en au mépris total de toutes les résolutions des Nations Unies, avec le soutien et la protection d'une seule partie. L'impérialisme américain, en recourant au droit de veto au Conseil de sécurité, mais continue de réprimer la résistance du peuple palestinien avec



Nabka - fuite et expulsion pendant et après la guerre israélo-arabe de 1948 :

Selon l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East), un total d'environ 726.000 habitants palestiniens du territoire aujourd'hui israélien ont été déplacés ou ont fui. 280.000 en Cisjordanie, 190.000 dans la bande de Gaza, 100.000 au Liban, 75.000 en Syrie, 70.000 en Jordanie, 7.000 en Egypte et 4.000 en Irak. La journée de la Nabka, le 15 mai, le rappelle encore aujourd'hui.

(Source: »Final Report of the United Nations Economic Survey Mission for the Middle East«, Appendix IA, p. 22/23)

le fer et le feu, dont les résultats ont été jusqu'à aujourd'hui des millions de morts, de blessés, de déplacés et de détenus, et la une série de meurtres, d'emprisonnements, de colonies et la destruction des maisons des familles de la résistance se poursuit à ce jour.

7 Récemment, le 22 février 2023, les forces d'occupation sionistes ont tué dix Palestiniens, dont un enfant, tandis que quatre-vingt-dix Palestiniens ont été blessés à des degrés divers, lors d'une prise d'assaut soudaine de la ville de Naplouse au nord de la Cisjordanie. Les colons sionistes ont également perpétré des actes de violence contre les Palestiniens le 27 février dans la même ville, entraînant la mort d'un citoyen palestinien, la blessure d'un autre et l'incendie de dizaines de maisons. Après que des dizaines de Palestiniens se soient rassemblés dans la ville de "Hawwara" à Naplouse pour protester contre la violence, les forces d'occupation sionistes ont assiégé la ville pendant cinq jours consécutifs, et les colons ont incendié des maisons et des magasins palestiniens à l'instigation du ministre sioniste des Finances " Bezalel Smotrich", qui a appelé à "brûler la ville de Hawwara et à l'effacer de l'existence".

8 Depuis l'invasion impérialiste sioniste de la Palestine avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale, les crimes du sionisme et la pratique d'actes de violence sous diverses formes se poursuivent sous les yeux et les oreilles de la communauté internationale et des réactionnaires arabes. Par conséquent, la résistance palestinienne reste le fer de lance de la révolution prolétarienne mondiale et de la résistance au sionisme et à l'impérialisme. C'est une révolution prolétarienne avancée contre l'arrogance sioniste-impérialiste, et parce que la solution au problème palestinien ne sera trouvée que dans une société socialiste où l'exploitation capitaliste et l'inégalité de classe sont absentes, parce que la violence sioniste est, en dernière analyse, une suite logique conséquence de l'inégalité des classes et de l'exploitation capitaliste impérialiste.

9 Le mouvement marxiste-léniniste, la ligne prolétarienne au Maroc, tout en appréciant la campagne internationale de solidarité avec le peuple palestinien menée par l'ICOR, ainsi qu'à travers le front uni contre le fascisme et l'impérialisme, exprime ce qui suit :

- Dénonciation et condamnation des massacres

sionistes contre le peuple palestinien à Gaza, en Cisjordanie et dans l'ensemble des territoires palestiniens ;

- Nos plus sincères condoléances et notre sincère sympathie aux familles des martyrs, en leur souhaitant un prompt rétablissement ;
- Notre ferme condamnation des récents crimes sionistes à Naplouse et Hawara, qui constituent des actes terroristes criminels de l'ennemi sioniste ;
- La responsabilité de la communauté internationale, dirigée par les Nations Unies et les puissances impérialistes, dirigée par l'impérialisme américain, et les régimes arabes réactionnaires, pour l'orgie sioniste qui piétine quotidiennement les résolutions internationales émises en faveur du peuple palestinien et les pactes internationaux de droits de l'homme, et la relocalisation, le déplacement et le siège du peuple palestinien que cette orgie laisse derrière lui. de la colonisation et de la judaïsation des terres palestiniennes ;
- Nous appelons la classe ouvrière locale et internationale, ainsi que les peuples de la région arabe et maghrébine et leurs forces en lutte, à

se soulever contre les accords d'humiliation et de honte signés par les pays imprimeurs avec l'entité sioniste ;

- Nous appelons toutes les forces communistes et démocratiques dans le monde et au sein de l'ICOR et du front uni contre le fascisme et l'impérialisme à exposer les pratiques terroristes sionistes comme des crimes contre l'humanité et à soutenir la résistance palestinienne, et à lutter pour condamner et isoler l'entité sioniste comme une entité coloniale raciste à l'horizon de son élimination ;
- Nous renouvelons notre soutien absolu à la lutte du peuple palestinien et à sa vaillante résistance nationale pour la libération de sa terre, le retour des réfugiés et l'édification de son État démocratique laïc sur toutes les terres de Palestine.

Ô Travailleurs du monde, unissez-vous !

Ô travailleurs du monde et de ses peuples opprimés, unissez-vous !

La cause palestinienne entre le statu quo de l'intensification de l'oppression et la montée de la résistance patriotique

Jusqu'à présent, dans la troisième décennie du 21^{ème} siècle et les événements et faits importants qu'elle a portés, en particulier dans la région arabe, à l'ombre de l'attaque réactionnaire impérialiste sioniste contre le monde arabe afin de consolider la domination coloniale, de le diviser et de perpétuer le statu quo de l'oppression sur ses peuples, la cause palestinienne occupe toujours la première position des mouvements de libération nationale et de classe dans le monde entier et le centre du mouvement de libération arabe. Dans cette voie et dans l'ombre du projet colonial sioniste et comme résultat direct de l'approche et du comportement de soumission est venu le projet de liquidation de la cause palestinienne et, à la suite et en relation avec cela, l'ensemble des actes criminels de l'occupation sioniste contre le peuple palestinien qui se sont intensifiés et approfondis au cours de ces dernières années, de sorte que le peuple palestinien se lève en luttant comme une réaction révolutionnaire à cela, indiquant que la lutte patriotique révolutionnaire et l'approche de la résistance sont les seules voies pour la Palestine vers sa libération et la restauration de la terre usurpée.

Au cours des deux dernières années, le nombre de crimes commis par les sionistes contre le peuple palestinien a augmenté tant dans la bande de Gaza qu'en Cisjordanie. Cette criminalité s'est traduite par des attaques brutales, des meurtres, des déplacements et des expulsions, dans le cadre d'une mise en œuvre claire du projet de liquidation de la cause palestinienne. Cette persécution nationale, sous ses différents aspects, a pris une tournure d'escalade depuis mai 2021 lors des événements du quartier de Sheikh Jarrah. En effet, suite à la décision de saisir les maisons des familles palestiniennes du quartier pour y installer les Israéliens, de violents affrontements ont éclaté entre les Palestiniens et les forces d'occupation, ce qui a entraîné la mort d'un certain nombre de martyrs. En conséquence, le rythme des événements s'est accéléré à la lumière des confrontations directes, notamment après l'intrusion des

forces de l'armée sioniste dans la mosquée Al-Aqsa, qui a fait des centaines de martyrs. Par la suite, le quartier de Sheikh Jarrah est devenu le théâtre d'une confrontation militante du peuple contre les forces d'occupation, où les événements se sont transformés en affrontements militaires entre les factions de la résistance et l'armée sioniste, qui ont duré plus de dix jours. La réponse révolutionnaire du peuple au quartier de Sheikh Jarrah a représenté la reprise de la lutte du peuple palestinien contre le projet de liquidation. Dans la continuité de la lutte du peuple palestinien dans ses différents domaines et de la vaillante résistance du peuple, l'incident du quartier de Sheikh Jarrah a été suivi par l'incident du désert du Néguev au début de l'année 2022. En effet, les maisons des agriculteurs ont été détruites et leurs terres ont été détruites au bulldozer et saisies. En réponse à cela, la réaction des agriculteurs, en tant que manifestation d'une résistance populaire unie, a été inébranlable et solide, et ils ont dessiné une image lumineuse de la lutte dans la résistance du peuple, dans leur engagement pour leur terre. Cette période a également coïncidé avec la poursuite des déplacements dans le quartier de Sheikh Jarrah, à Nazareth et dans la bande de Gaza, à l'ombre desquels le peuple palestinien a continué de résister et d'adhérer à sa terre. Les événements se sont poursuivis au même rythme : au mois d'avril, les forces d'occupation sionistes ont pénétré dans la mosquée Al-Aqsa et ont attaqué les fidèles. Cette attaque a fait un grand nombre de blessés et a été entrecoupée d'affrontements féroces entre les habitants de Jérusalem et les forces sionistes répressives. Après s'être concentrée en Cisjordanie, l'activité criminelle sioniste s'est déplacée vers la bande de Gaza. En août dernier, l'occupation sioniste a lancé un raid militaire sur la bande de Gaza, qui a fait des dizaines de morts, des centaines de blessés et la destruction d'un grand nombre de maisons, où la réponse des forces de résistance a été immédiate. Elle s'est étendue à tous les villages et à toutes les villes entre la bande de Gaza et

la Cisjordanie. Elle s'est intensifiée récemment dans la ville de Naplouse, où le peuple palestinien, de manière ascendante, s'est engagé dans des confrontations directes avec les forces d'occupation, de manière persistante et inébranlable malgré la terrible oppression. En raison de la fermeté de la résistance du peuple, l'occupation a récemment imposé un siège à la ville de Naplouse, mais malgré le siège, la lutte s'est poursuivie à Naplouse, ce qui a déconcerté l'armée sioniste et incité l'occupation à relancer ses attaques brutales contre le quartier de Sheikh Jarrah et un certain nombre de villes et de villages palestiniens, et a imposé un autre siège au camp de Shuafat. La résistance patriotique prouve à nouveau son militantisme en se généralisant et en s'intensifiant dans toutes les villes et tous les villages de Cisjordanie, de la bande de Gaza et de la diaspora, soulignant que l'approche de la résistance patriotique est le seul moyen révolutionnaire de libérer la Palestine et de réaliser la victoire de son peuple en lutte. D'autre part, la crise économique et ses répercussions sociales sont exacerbées. La politique économique à laquelle s'est consacrée l'Autorité palestinienne, au service des intérêts de la bourgeoisie compradore, dont les intérêts sont organiquement liés à l'occupation sioniste et à la bourgeoisie sioniste, n'a laissé que l'extrême pauvreté et la crise sociale sous ses différents aspects. La forte hausse des prix et la pénurie de produits de consommation de base avec des salaires bas rendent les conditions de vie difficiles pour la majorité du peuple palestinien en Cisjordanie. En outre, cette politique économique, en partie consacrée à l'importation de produits agricoles de l'étranger, a contribué à nuire aux agriculteurs palestiniens et à leur imposer des difficultés dans la commercialisation de leurs produits, étant donné que l'Autorité n'a pas soutenu les agriculteurs dans la production et la commercialisation des produits. Face à cette politique économique dans tous les domaines et à ses conséquences catastrophiques, les travailleurs, les employés et les agriculteurs mènent une lutte sociale de plus en plus intense pour augmenter les salaires, réduire les prix, imposer un système fiscal équitable et rompre avec la politique économique qui sert les intérêts de l'État sioniste et construire une économie productive basée sur la revitalisation et le développement des secteurs industriel et agricole.

Comme toutes les questions révolutionnaires soulevées, et suivant les développements et les chan-

gements, la cause nationale palestinienne est entrée et a repris une autre phase caractérisée par la faillite politique de la voie de la capitulation d'Oslo et la lutte révolutionnaire contre le projet de liquidation de la cause palestinienne dans le retour de l'approche de la résistance patriotique. Cela est confirmé par la réalité d'aujourd'hui, à savoir que la résistance patriotique permet de remporter des victoires et que les solutions de capitulation ne mènent qu'à la liquidation de la cause palestinienne et à l'occupation sioniste complète et totale. Cela confirme également la validité de la solution d'un seul État, et non de deux États, car l'objectif de l'occupation sioniste est d'occuper toute la terre de Palestine. Il n'y a pas d'autre alternative ni d'autre voie que la lutte patriotique révolutionnaire pour la défaite complète du colonialisme et la libération de toute la terre de Palestine. La scène formée aujourd'hui par le retour de la résistance, sa constance et sa diffusion sur toute la terre de Palestine, accompagnée de la lutte continue des agriculteurs et de la lutte sociale de la classe ouvrière et de l'ensemble des salariés, exige son organisation et son unité militante dans le cadre d'une résistance patriotique globale du peuple, et mettre fin à l'état de division, en adoptant l'approche de la lutte patriotique révolutionnaire sur la base d'un programme militant patriotique qui inclut tous les partis révolutionnaires patriotiques et les forces de résistance patriotiques rompant avec l'approche d'Oslo, vers la formation du Front patriotique de résistance qui rassemble toutes ces factions patriotiques. Il est également nécessaire, contre la marionnette de l'Autorité palestinienne et son service des projets de l'occupation sioniste et sa criminalité contre le peuple palestinien, de reformer l'Organisation de libération de la Palestine sur la base de la résistance, en rupture avec l'autorité existante et tous ceux qui l'entourent, et d'aller vers la dissolution de l'Autorité d'Oslo et le retrait de la reconnaissance mutuelle avec l'État d'occupation sioniste et la déclaration du retour à un gouvernement palestinien en exil, le gouvernement de libération de la Palestine. Ces objectifs intermédiaires, dans la marche de la lutte vers leur réalisation, contribuent à mettre fin au passé entravant et à enraciner la résistance patriotique et la lutte patriotique révolutionnaire dans ses différentes dimensions vers la fin globale de l'occupation sioniste, la libération complète de la Palestine et la construction d'un seul État patriotique palestinien unifié.

Compte tenu de la résistance armée et populaire croissante et en expansion dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, et de son intensification, en particulier dans la ville de Naplouse et d'autres villes palestiniennes, où le peuple palestinien s'est battu et est engagé dans des confrontations croissantes avec les forces d'occupation, le rythme des crimes sionistes perpétrés contre le peuple palestinien s'accélère. La sauvagerie de l'armée d'occupation et l'effusion de sang de notre peuple palestinien sans défense se poursuivent, à l'exception de sa détermination, de sa fermeté et de son patriotisme, au vu et au su de l'ensemble de la communauté arabe et internationale. Le dernier crime de la sauvagerie sioniste a été l'assaut de Naplouse mercredi soir et le massacre qui a fait 11 martyrs et 295 blessés, selon le Croissant rouge palestinien. C'est un exemple des milliers de crimes de guerre, de massacres et de génocides commis par l'armée sioniste israélienne et les milices sionistes depuis les années 1930.

Ces crimes constituent une guerre systématique d'extermination contre le peuple palestinien, sa patrie et son territoire.

C'est pourquoi le PPDS appelle les communistes et les révolutionnaires, par le biais de ce magazine électronique sur la Palestine, à l'initiative d'ICOR à

1. Réitérer leur salut national et démocratique à l'héroïque peuple palestinien et montrer leur solidarité avec la Palestine et le peuple palestinien

et soutenir la vaillante résistance palestinienne, affirmer leur soutien et leur appui, en tant que titre unifié pour la lutte révolutionnaire nationale et rien d'autre jusqu'à la libération totale de la Palestine, toute la Palestine du fleuve à la mer.

2. Condamne fermement la poursuite de la guerre sioniste brutale et sale contre notre peuple en Palestine, dans laquelle l'entité usurpatrice joue le rôle de fer de lance et est soutenue par le silence et la complicité des forces impérialistes, hostiles aux peuples libres et aux régimes réactionnaires arabes traîtres qui, à chaque fois, se contentent d'enfoncer leurs têtes dans les sables de la lâcheté, de la mesquinerie et de la soumission, en se couvrant de honte.
3. Appelle toutes les femmes et tous les hommes libres du monde entier et toutes les forces progressistes et révolutionnaires à œuvrer au soutien de la cause et du peuple palestiniens, par tous les moyens de lutte possibles, notamment par le boycott de l'entité sioniste et la criminalisation de toute forme de normalisation avec elle.

Vive la Palestine et sa vaillante résistance !

À bas l'occupation sioniste brutale et ses acolytes !

Chers camarades

Nous vous écrivons en réponse à vos préoccupations concernant la solidarité avec le peuple palestinien.

Notre parti, toujours prêt à pratiquer la solidarité avec les peuples en lutte, non seulement est d'accord avec la date fixée, mais nous assumons l'engagement de déployer tous nos efforts afin de réaliser un événement significatif de solidarité avec la nation sœur de Palestine.

À cette fin, nous coordonnerons les actions avec les autres forces sœurs et les comités de solidarité avec les différentes nations de notre pays.

Nous suggérons la création d'un mécanisme ou d'une commission chargée de suivre les préparatifs en cours dans chaque pays en vue de mener à bien la tâche proposée.

Pour notre part, nous vous tiendrons informés des mesures que nous prendrons dans ce sens.

Avec des sentiments révolutionnaires, nous vous envoyons nos salutations.

Comité politique, Parti communiste marxiste-léniniste

Dans le cadre de la campagne de solidarité internationale avec le peuple palestinien menée par ICOR, nous envoyons la contribution du Parti communiste révolutionnaire d'Uruguay.

Notre parti considère la lutte héroïque et pleine d'abnégation du peuple palestinien pour l'auto-détermination et la libération nationale et sociale comme une lutte juste. C'est l'une des principales bannières internationalistes que le prolétariat et les peuples et nations opprimés du monde doivent défendre aujourd'hui dans leur lutte contre l'impérialisme et en particulier contre l'impérialisme américain, principal soutien de l'État sioniste d'Israël.

Israël est un pays impérialiste, une puissance militaire et nucléaire, qui a émergé avec l'argument de construire un foyer pour le peuple juif et a joué pendant des décennies le rôle de base de l'impérialisme américain et de ses alliés au Moyen-Orient. La guerre du canal de Suez de 1956, la guerre des Six-Jours de 1967 et tant d'agressions et de massacres contre la population palestinienne, en particulier contre Gaza, mais aussi contre les pays de la région, en sont les témoins évidents.

Notre parti a participé activement aux campagnes de solidarité internationaliste avec le peuple palestinien, en promouvant des événements, des déclarations et des tables rondes.

Dans ce sens, nous soulignons le saut qui a été fait depuis la fondation de l'Assemblée Populaire, aujourd'hui Unité Populaire, en 2006, qui est un outil unitaire de la gauche anti-impérialiste conséquente de notre pays et qui a favorisé la coordination avec les organisations sociales et politiques qui ont appelé à de grandes marches à travers le centre de Montevideo vers l'ambassade d'Israël et d'innombrables actes de solidarité face à chaque attaque et agression sioniste contre le peuple palestinien frère.

Nous considérons comme une infamie de considérer comme de l'antisémitisme le fait de soutenir la lutte du peuple palestinien et de condamner les guerres d'agression, l'expansionnisme, le racisme et la répression qui caractérisent l'État sioniste d'Israël.

Bien sûr, nous condamnons l'antisémitisme et toutes les discriminations qui sont généralement utilisées par les classes dirigeantes pour détourner la classe ouvrière et les peuples de la lutte des classes et de ses objectifs, la révolution prolétarienne et le socialisme.

Voici, à titre d'exemple, notre déclaration de l'année dernière :

SOLIDARITÉ SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Face aux bombardements aériens sanglants de l'armée israélienne contre la population palestinienne de Gaza, qui ont fait à ce jour 60 morts et des centaines de blessés, nous appelons à la plus grande solidarité de la classe ouvrière et du peuple uruguayen.

Ces attaques ont été précédées d'une véritable provocation par l'expulsion de familles palestiniennes de leurs maisons pour les livrer aux colons israéliens et par l'interdiction des rites religieux et la répression à Jérusalem.

L'État sioniste d'Israël, soutenu par l'impérialisme yankee, qui mène depuis des décennies une politique fasciste de répression et un véritable génocide contre le peuple palestinien héroïque et souffrant, lance maintenant ces attaques avec le faux argument qu'il est attaqué, alors qu'il est l'opresseur et celui qui a délibérément provoqué cette situation, afin de sortir de la crise politique qu'il traverse.

Nous répudions l'attitude obséquieuse du gouvernement de la coalition de droite et d'ultra-droite, présidé par Lacalle Pou, qui soutient ouvertement l'agression criminelle d'Israël.

EN SOLIDARITÉ AVEC L'HÉROÏQUE PEUPLE PALESTINIEN !

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'URUGUAY

Thèses sur la question israélo-palestinienne

La Palestine était un pays arabo-islamique, avec des minorités religieuses, des juifs arabes et des chrétiens¹.

1) Question nationale

La question juive n'est pas seulement une "question religieuse", le judaïsme n'est pas seulement "une religion". Avec le développement du capitalisme, la question juive est devenue une question nationale.

2) Nation juive

Lorsque le sionisme politique a été formulé à la fin du 19e siècle, il n'était pas possible de parler de nation juive à l'échelle mondiale. Dans la plupart des pays, la population juive vivait comme une minorité nationale opprimée. En revanche, dans certains pays comme la Pologne, l'Ukraine et la Biélorussie, la formation d'une nation juive était la plus avancée.

3) Le sionisme politique

Le sionisme politique est à la fois un nationalisme juif et une réaction à l'antisémitisme. Ce nationalisme est utilisé par les impérialistes à leurs fins.

Le sionisme politique a deux facettes : l'une juste, par laquelle il s'oppose à l'oppression nationale des Juifs et veut s'en libérer en créant son propre État juif. D'un autre côté, il a un caractère agressif et colonialiste. Avec son programme "Une terre sans peuple pour un peuple sans terre", il nie idéologiquement/politiquement l'existence du peuple arabe indigène (autochtone) en Palestine et organise pratiquement son expulsion.

4) Nation juive en Palestine

L'immigration sioniste, l'antisémitisme qui a débouché sur l'Holocauste² et les personnes juives fuyant le fascisme nazi ont joué un rôle déterminant dans la formation de la nation juive en Palestine. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la population juive de Palestine représentait environ un tiers de la population totale. Selon les critères marxistes d'une nation (territoire, culture, langue, économie et communauté historique), la population juive de Palestine formait en grande

partie une nation à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le droit des Juifs à un État en Palestine était donc acquis. Une solution pour la cohabitation pacifique des deux peuples serait un État démocratique dual, dans lequel les populations arabe et juive cohabiteraient sur un pied d'égalité. Cependant, les agissements des impérialistes pendant des décennies ont fait en sorte qu'une division de la Palestine en un État juif et un État arabe soit mise à l'ordre du jour.

5) Résolution de la question palestinienne 1945-1948

Lorsque la question palestinienne a été mise à l'ordre du jour de l'ONU (Nations unies), l'Union soviétique socialiste a plaidé pour la création d'un État indépendant, unifié, démocratique et commun, dans lequel les Arabes et les Juifs vivraient. Lorsqu'il est apparu clairement que cela n'était pas réalisable, elle a plaidé pour la solution des deux États, c'est-à-dire la création d'un État arabe et d'un État juif en Palestine.

Le plan de partage des Nations unies de 1947 a été soutenu par l'Union soviétique, car il défendait le droit à l'autodétermination des deux peuples vivant en Palestine et leur droit à l'indépendance nationale et étatique, et incluait le retrait de la puissance coloniale britannique et la fin du mandat impérialiste. Il était progressiste et démocratique. Le plan prévoyait une union économique des deux États dans le but de permettre une union volontaire de l'État juif et de l'État arabe à l'avenir.

C'était une solution pour détendre la situation chargée et créer une meilleure situation de départ pour la formation d'un État arabe juif indépendant

1 A la fin du 19e siècle et au début du 20e siècle, l'Empire ottoman, sous la domination duquel se trouvait la Palestine, s'est effondré. En raison de son importance stratégique, la Palestine a joué un rôle central dans la rivalité entre les grandes puissances impérialistes, notamment la France et l'Angleterre, pour le partage du Proche-Orient. L'Angleterre a profité de l'émergence du sionisme et de l'émigration des Juifs européens vers la Palestine qui en a découlé pour imposer une colonisation de la Palestine. Dans les années 1910/1920, le peuple palestinien s'est soulevé contre l'oppression coloniale et a lutté pour une Palestine libre et indépendante. Une partie des forces de libération nationale, comme le Grand Mufti de Jérusalem, étaient fortement marquées par l'antisémitisme et, dans les années 1930/40, étroitement liées au fascisme allemand.

2 Le génocide allemand des juifs européens

et démocratique. Rétrospectivement, l'attitude du SU était et reste correcte.

6) Création de l'État d'Israël - Al Nakba du peuple palestinien

Les impérialistes, les sionistes et les réactionnaires arabes ont empêché la solution à deux États. Les sionistes ont annoncé la création unilatérale de l'État d'Israël. Les États de la Ligue arabe, également en tant que prétendus représentants du peuple palestinien, ont lancé une guerre contre l'État d'Israël nouvellement créé, avec le soutien de certains impérialistes. Dans cette guerre, l'"Al Nakba", la "grande catastrophe", l'expulsion brutale et systématique du peuple palestinien de sa terre a pris des dimensions énormes.

7) L'État sioniste d'Israël

Israël est un cas particulier en raison de son évolution historique particulière et de sa situation actuelle. Israël a le droit d'exister en Palestine. Mais il est fondé sur la privation et la négation du droit à l'autodétermination et sur l'empêchement de la formation d'un Etat du peuple palestinien.

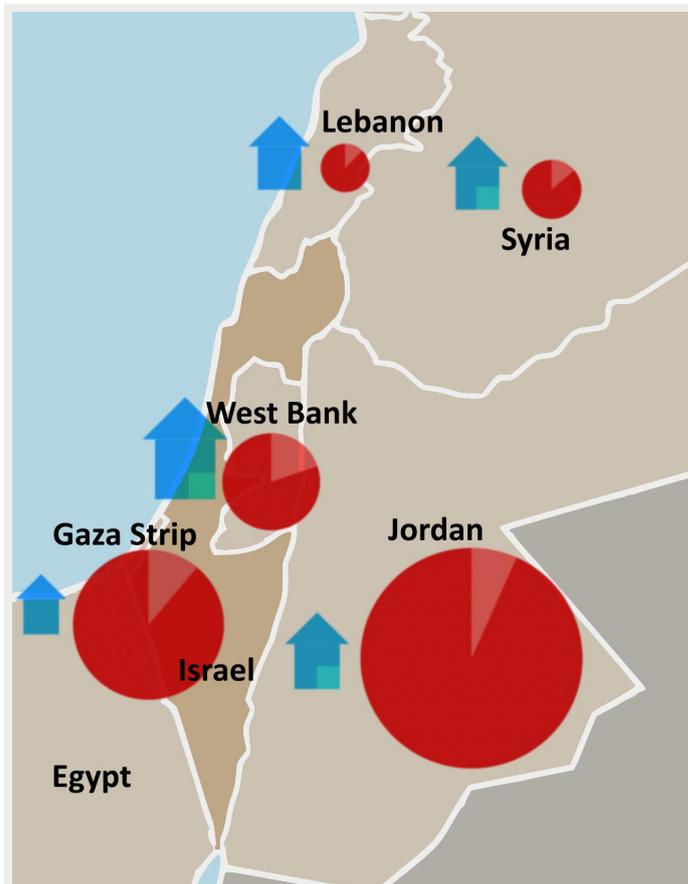
Israël est un pays capitaliste développé dépendant de l'impérialisme et a des traits impérialistes expansionnistes et colonialistes vis-à-vis de la nation arabe et des États arabes.

L'État d'Israël est sioniste, hautement raciste, militarisé et fasciste envers la population arabe des territoires occupés de Palestine (Gaza et Cisjordanie en 2011). La forme de domination d'Israël dans les territoires occupés est fasciste. La forme de pouvoir de l'État israélien en Israël est démocratique bourgeoise avec une structure de pouvoir fasciste vis-à-vis de la minorité arabe palestinienne. L'État sioniste dresse un mur autour de "ses terres annexées" ainsi qu'à travers la Cisjordanie, qu'il colonise en grande partie. A Jérusalem, les Palestiniens continuent d'être expulsés et expropriés. Contre Gaza, l'État israélien fait la guerre, emmure Gaza et la soumet à des blocus.

8) Solution à la question nationale

Sous le capitalisme, il n'y a pas de solution juste à la question nationale et il ne peut pas y avoir de paix durable. En tant que communistes, nous devons néanmoins nous comporter à ce sujet, aujourd'hui encore, sous l'impérialisme. Aujourd'hui, dans les conditions impérialistes capitalistes, nous soutenons comme solution transitoire la création de deux Etats sur la base de la décision de parta-

ge de l'ONU n° 181 du 26 novembre 1947. Cette solution est la seule voie praticable sous le capitalisme. Une attention particulière doit être accordée à l'adaptation aux conditions actuelles (augmentation de la population, territoires). En outre, le droit au retour des réfugiés palestiniens doit être garanti.



Réfugiés palestiniens en 2021 :

Jusqu'à aujourd'hui, les réfugiés palestiniens et leurs descendants vivent dans des camps gérés par l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East).

En Jordanie, 2,5 millions de personnes vivent dans 10 camps officiels et 3 camps non officiels. Parmi eux, 2,3 millions sont reconnus comme réfugiés. Dans la bande de Gaza vivent 1,7 million de personnes, dont 1,5 million de réfugiés enregistrés dans 8 camps, en Cisjordanie 1,1 million de personnes, dont 880.000 réfugiés enregistrés dans 19 camps officiels et 4 camps non officiels, en Syrie 660.000 personnes, dont 580.000 réfugiés enregistrés dans 9 camps officiels et 3 camps non officiels et au Liban 550.000 personnes, dont 480.000 réfugiés enregistrés dans 12 camps officiels.

5 millions de Palestiniens dans le monde se voient refuser le droit à la citoyenneté.

(Source: UNRWA »annual operational report 2021«, p. 182/183 et 197/198)

9) Solution actuelle

La fin de la guerre en Palestine et un accord de paix entre les Arabes palestiniens et l'État d'Israël sont les conditions préalables au développement de la lutte des classes en Israël et en Palestine. Dans les conditions actuelles, cela n'est possible que dans le cadre d'une paix impérialiste. La demande de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) de créer un État arabe palestinien dans les frontières du 4 juin 1967, dans lequel toutes les colonies juives seraient démantelées, peut être un pas vers une paix temporaire. Une telle solution offre aux masses palestiniennes ainsi qu'aux travailleurs juifs en Israël une amélioration de leur situation et de leurs conditions de lutte.

Mais il ne s'agit pas d'une revendication décisive et porteuse pour la cause palestinienne. La solution de 1967 est la solution la plus minimale, mais difficilement réalisable, même sous l'occupation sioniste. Elle ne concrétise en aucun cas le droit de la nation palestinienne à l'autodétermination et ne constitue pas une solution réellement démocratique à la question nationale en Palestine.

10) Solution réelle

La véritable solution réside dans les révolutions en Israël et en Palestine sous la direction du prolétariat avec pour objectif le socialisme/communisme. En Palestine, la lutte contre l'occupation israélo-sioniste joue le rôle principal dans la révolution.

11) Méthodes de lutte

"Les attentats-suicides" tels que ceux menés par le Hamas et le Djihad, qui visent à assassiner la population juive au hasard, nous les rejetons en tant que moyens de lutte politique, car ils ne servent pas la lutte de libération mais lui nuisent. Ils servent en fin de compte l'État sioniste et la réaction arabe. Parallèlement, nous condamnons toutes les condamnations hypocrites des attentats-suicides qui visent à écarter l'occupation fasciste de l'État sioniste de la ligne de mire.

La résistance du peuple palestinien fera son chemin dans de nouvelles conditions

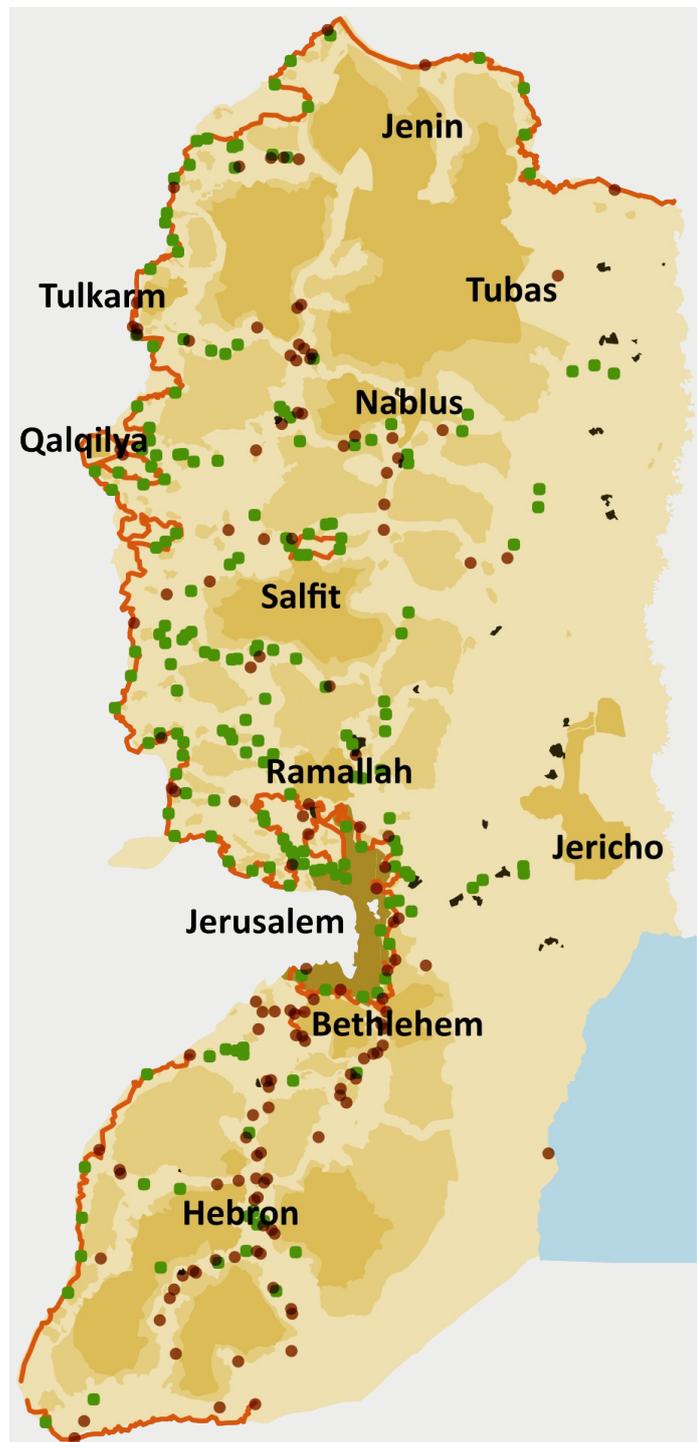
La fondation du Fatah, du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et d'autres partis révolutionnaires a ouvert un nouveau chapitre dans la lutte de libération palestinienne. Une période de grandes luttes et d'exemples historiques d'internationalisme a commencé. La Palestine est devenue un centre de résistance et un lieu d'espoir pour l'humanité progressiste du monde entier. Cependant, cette phase ne s'est pas terminée avec la libération de la Palestine. Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles le peuple palestinien n'a pas pu affirmer son droit à sa propre terre et à l'autodétermination pendant la première période de résistance jusqu'au processus d'Oslo. Tous les impérialistes ont soutenu l'Israël sioniste d'une manière ou d'une autre. Ainsi, au cours des différentes phases de la lutte de libération, l'inégalité entre les forces armées des groupes révolutionnaires palestiniens et Israël a atteint des proportions extrêmes. L'attitude hypocrite des États arabes bourgeois et leur politique de collaboration avec Israël ont également fait échouer la résistance palestinienne. Plus encore, leur régime dictatorial a empêché leur propre peuple de soutenir la Palestine. Parmi les autres raisons, citons l'insuffisance des forces dans les pays occupés et la grande dépendance à l'égard des forces en exil, ainsi que la dépendance à l'égard des ressources financières sous la forme de fonds des ONG et de l'ONU pour maintenir les conditions de vie des réfugiés palestiniens et l'incapacité à former un front uni national efficace. En outre, au cours de la résistance palestinienne, le système impérialiste mondial a changé avec la transition vers la phase de mondialisation impérialiste, et avec elle les conditions objectives de la lutte des classes. Les mouvements et les luttes révolutionnaires mondiales ont également changé. Le mouvement communiste fragmenté est confronté à la question de sa reconstruction. Malgré les grandes expériences de l'internationalisme en Palestine, la faiblesse de la solidarité internationale et le manque de participation des internationalistes dans la lutte palestinienne ont également ouvert la voie à toutes les

autres causes. Le sionisme a consolidé avec force sa domination coloniale.

Le soi-disant "État" palestinien créé par le processus d'Oslo a été établi sur une partie du territoire qui était déjà très petite (moins de 15%) en raison du colonialisme de peuplement de l'État sioniste, sous la forme de petites îles, comme les bantoustans du régime colonial raciste sud-africain. Elle n'a pas d'armée et existe en tant qu'administration qui peut attaquer Israël à tout moment sans aucune raison. La deuxième Intifada, qui a éclaté en 2000 lorsque Sharon a annoncé qu'il ne ferait pas la paix en échange de terres, n'était pas la "fin" du processus d'Oslo, mais sa "conséquence". Déjà à cette époque, il était clair que les États-Unis et Israël n'honoreraient pas la solution à deux États sur le territoire établi par la décision de l'ONU en 1967. Les accords qui ont suivi les réunions d'Oslo n'étaient que des tactiques de soumission incluant une agression belliqueuse et servant à gagner du temps en accordant des droits minimums. Enhardi par le "deal du siècle" de Trump, l'État sioniste espère maintenant mettre fin à la résistance par des moyens militaires et d'éventuelles attaques de guerre.

En s'appuyant sur les Frères musulmans (Hamas en Palestine) et comme une question pouvant être utile à son néo-ottomanisme expansionniste, le dictateur turc Erdogan a également donné l'impression d'être du côté de la Palestine. Mais ensuite, à travers les développements de la guerre civile syrienne, il a créé une situation dont les sionistes israéliens vont bénéficier. Des organisations soutenues par l'État turc fasciste dans la guerre civile syrienne, comme ISIS et al-Nusra, ont attaqué le camp de réfugiés palestiniens de Yarmuk et porté atteinte à la cause palestinienne. En veillant à ce que les représentants du Hamas puissent quitter la Syrie, Erdogan a forcé le Hamas à coopérer avec le sionisme et le Qatar. Aujourd'hui, Erdogan réorganise ses relations avec Israël. Il ne prononce plus un seul mot sur la cause palestinienne. Il est désormais silencieux même sur les attaques

israéliennes contre Gaza, où le Hamas est au pouvoir. Il normalise ses relations avec les sionistes comme les autres États arabes. Ses politiques régionales des 10-15 dernières années ont fait de la Turquie un centre régional de la contre-révolution aux côtés d'Israël.



Contrôle israélien de la Cisjordanie :

Seule une petite partie de la Cisjordanie, autour des villes, est sous contrôle civil total des Palestiniens (couleur foncée). La majeure partie de la Cisjordanie est en revanche sous contrôle israélien, enfermée dans un mur (ligne rouge) et traversée par un réseau de points de contrôle (cercles rouges), de portes (rectangles verts) et de bases militaires (noir).

(Source: UN OHCA »West Bank Access Restrictions - June 2020«)

Les deux luttes de libération démocratique et révolutionnaire menées de longue date par les peuples kurde et palestinien jouent un rôle de premier plan dans la libération de toute la région. La relation étroite des révolutionnaires turcs et kurdes avec la lutte de libération palestinienne remonte à leur histoire commune de camaraderie de combat et remonte au début des années 1970. Les cadres et les dirigeants du mouvement révolutionnaire sont allés en Palestine pour participer à la lutte en tant qu'internationalistes, mais ils avaient aussi la perspective d'apprendre la lutte armée pour préparer les révolutions en Turquie et au Kurdistan. Certains sont tombés en martyrs là-bas, comme 11 membres du PKK lors de l'attaque de l'occupation israélienne en 1982, et certains sont retournés en Turquie pour commencer le soulèvement armé. Ce lien historique est toujours vivant parmi les communistes et les révolutionnaires en Turquie et au Kurdistan et doit être renouvelé afin de créer un sentiment de communauté et de confiance entre les peuples contre les interventions impérialistes, en particulier dans le contexte de la situation autour de la révolution au Rojava.

Les conflits entre le Fatah et le Hamas ont affecté l'administration palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et ont divisé l'administration autonome en deux. Le Fatah et Mahmoud Abbas, qui domine l'OLP sur le Fatah, exercent une pression antidémocratique et évitent d'organiser la résistance face aux attaques guerrières de l'Israël sioniste. Cette attitude découle de son caractère de profiteur capitaliste et de sa volonté de compromis avec l'impérialisme, le sionisme et les États arabes réactionnaires. Le Hamas politique islamique est également répressif et, bien qu'il se batte militairement contre Israël de temps à autre, c'est son côté compromettant qui prévaut en fin de compte, en raison de son caractère antidémocratique et de sa réconciliation avec les États réactionnaires arabes. La relation avec ces deux forces dominantes doit être traitée sur une base démocratique révolutionnaire.

Sans aucun doute, les sections de la population palestinienne qui soutiennent ces deux forces sont beaucoup plus proches de la résistance. Ils veulent la libération de la Palestine. Un front uni national démocratique devrait inclure ces masses ainsi que toutes les organisations nationales palestiniennes qui soutiennent la résistance. Aujourd'hui, un aspect remarquable de la lutte de libération pa-

lestinienne est, avant tout, la préservation des moyens de subsistance des Palestiniens qui doivent vivre dans des zones assiégées. En raison des catastrophes climatiques de l'effondrement écologique mondial ainsi que des embargos de l'État d'apartheid israélien, les Palestiniens sont confrontés à la sécheresse, à des crises alimentaires et hydriques et à la dégradation de l'environnement. Une tâche des communistes et des révolutionnaires est également de s'assurer que le mouvement écologique de masse en développement dans le monde entier tourne son visage vers la Palestine.

Une lutte pour l'unité et la libération de la Palestine est possible si des organisations comme le FPLP ou le FDLP se développent en résistance et reprennent l'hégémonie en organisant le peuple en conséquence. Dans tous les cas, elles doivent unir toutes les forces de résistance, y compris les organisations islamistes, dans un front démocratique national. L'OLP peut être fonctionnelle si elle est réorganisée comme un tel front démocratique national. Sinon, l'OLP ne joue aucun autre rôle que celui d'instrument d'hégémonie pour Abbas et le Fatah. Il en va de même pour le parlement qui forme l'administration palestinienne.

Aujourd'hui, la voie des luttes de libération nationale passe par la libération sociale sous la direction des forces communistes. La libération de la Palestine du colonialisme d'apartheid est possible avec un État sous pouvoir populaire démocratique qui englobe toute la Palestine du fleuve à la mer et garantit tous les droits du peuple juif, du peuple

chrétien et de tous les peuples. Pour cela, la lutte de libération a besoin du soutien actif des peuples arabes et de tous les peuples du monde. Les luttes mondiales pour la Palestine doivent être considérées comme des réserves directes de la révolution palestinienne et non des États bourgeois réactionnaires arabes et politico-islamiques.

Le MLKP formule son soutien à la lutte de libération palestinienne dans son programme comme suit_: "Toutes les demandes de la nation palestinienne ayant un contenu révolutionnaire et démocratique doivent être soutenues et il faut avancer épaule contre épaule avec la lutte pour la victoire de la révolution palestinienne." Il est du devoir des communistes du monde entier de soutenir la lutte de libération palestinienne à un niveau stratégique et à long terme. Étant donné les conditions de rapports de force extrêmement inégaux, les accords des forces palestiniennes sous diverses formes politiques pour des solutions démocratiques, telles que la solution à deux États, peuvent conduire à des réalisations sociales ou politiques partielles. Selon les choix du mouvement palestinien démocratique et révolutionnaire, ces solutions peuvent être soutenues par les révolutionnaires et les internationalistes. Le facteur décisif sera, à long terme, de libérer l'humanité du mal du sionisme et de toute forme d'asservissement colonial et de gagner une vie dans la dignité pour tous les peuples en Palestine.

MLPD – lignes de base de la position sur la lutte de libération palestinienne à l'ICOR¹

1 Le MLPD est entièrement solidaire du peuple palestinien dans la lutte pour sa libération sociale et nationale.

Depuis sa fondation, le MLPD réalise cette solidarité en paroles et en actes. Le dénigrement malveillant comme «_antisémites_» ou les attaques ouvertes de l'État allemand, jusqu'aux groupes influencés par le sionisme comme les «_anti-allemands_», ne peuvent jamais porter atteinte à cette solidarité.

2 La politique de l'État sioniste et impérialiste d'Israël est dédaigneuse. Des millions de Palestiniens ont été chassés de leur pays et vivent à l'étranger. En violation du droit international, l'État israélien occupe la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est et la bande de Gaza (ainsi que les hauteurs du Golan). Il exproprie et expulse brutalement la population palestinienne de ses terres, détruit la nature, prive les gens de leurs moyens de subsistance et de travail. Les principaux représentants sont assassinés de manière ciblée, en dépit des nombreuses victimes civiles.

La Cisjordanie est morcelée par des colonies, des murs et des routes israéliens, des terres fertiles et riches en eau sont annexées illégalement au territoire israélien. Des dizaines de milliers de travailleurs des territoires palestiniens sont contraints de travailler en Israël dans des conditions déplorable. Une catastrophe humanitaire se développe dans la bande de Gaza. 211 résolutions de l'ONU entre 1967 et 2020, condamnant la politique d'annexion d'Israël comme une violation du droit international, ont été ignorées par tous les gouvernements israéliens.

3 Parmi les masses palestiniennes, le désir ardent et la lutte justifiée pour la libération nationale et sociale sont vivantes. Les luttes s'enflamment toujours de nouveau, allant jusqu'aux émeutes et aux combats armés. L'État d'Israël les réprime avec une violence terroriste brutale.

4 Israël est un pays impérialiste qui a considérablement renforcé son rôle indépendant au cours des dernières années (décennies). L'impérialisme américain, associé aux milieux sionistes réactionnaires, considère Israël comme son bastion réactionnaire au Moyen-Orient. S'appuyant principalement sur son armée hautement développée, ses services secrets suréquipés et ses structures monopolistiques d'État très développées, Israël est une puissance impérialiste régionale (VR 36, p.135 et suivantes) et aspire à un rôle de leader régional dans la lutte contre le nouvel impérialisme de l'Iran. Israël possède 13 monopoles parmi les 2 000 plus grands du monde ; son armée est la force armée la plus puissante du Moyen-Orient. Israël dispose du plus grand budget de défense par habitant au monde et fait partie des 10 plus grands exportateurs d'armes au monde. Une nouvelle alliance militaire contre l'Iran (MEAD) est envisagée dans la région sous la direction des États-Unis et avec Israël.

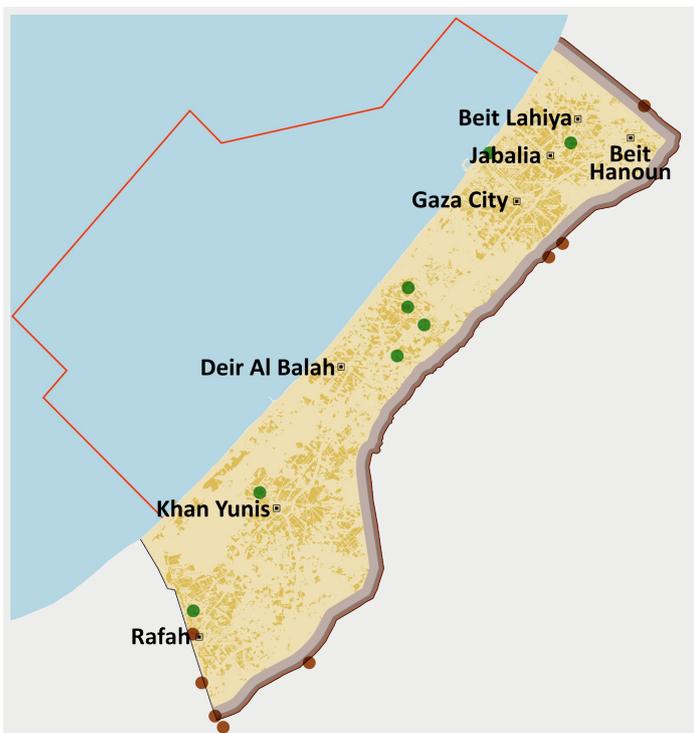
5 Le marxisme-léninisme et ses principaux représentants combattent fondamentalement l'antisémitisme depuis toujours, à commencer par Karl Marx et Friedrich Engels et le discours de principe d'Auguste Bebel lors du 3e Congrès de la social-démocratie, alors encore révolutionnaire². Nous attaquons résolument la démagogie anti-communiste qui diffame la critique justifiée de la politique réactionnaire du gouvernement israélien en la qualifiant d'«_antisémitisme de gauche_». Nous sommes clairement opposés à l'idéologie réactionnaire du sionisme, que les milieux réactionnaires au pouvoir en Israël utilisent comme base idéologique pour justifier leur politique impérialiste et le traitement inhumain des Palestiniens. Le sionisme a été condamné à juste titre par l'ONU comme une forme de racisme et de discrimination raciale³.

1 À publier dans le no 1 du journal en ligne au préalable de la Journée de solidarité de l'ICOR avec la lutte de libération palestinienne le 30 mars 2023

2 Discours au Congrès de Cologne 1893

3 XXXe Session de l'ONU 1975, Résolution 3379

6 Nous soutenons la position adoptée par l'Union soviétique, alors socialiste, de Staline après l'holocauste par le fascisme hitlérien allemand pour la fondation de l'État d'Israël. Elle était le seul pays à réaliser à l'époque une politique étrangère socialiste exemplaire dans le sens de l'amitié entre les peuples, dans une situation extrêmement compliquée. Le ministre des Affaires de l'époque, Gromyko, a ainsi déclaré à l'ONU : «_On ne peut pas refuser ce droit (à leur propre État) au peuple juif,



Contrôle israélien de la bande de Gaza :

1,9 million de personnes vivent dans la bande de Gaza, dont 1,4 million de réfugiés enregistrés, la plupart d'entre eux vivant dans l'un des huit camps de réfugiés (en vert).

La bande de Gaza est entièrement entourée d'un mur. Environ la moitié des portes (en rouge) sont fermées depuis plus de dix ans. Devant le mur, il y a une no-go zone de 100 mètres de large, précédée d'une bande de 200 mètres de large où l'on ne peut pénétrer qu'à pied et uniquement par des agriculteurs, et devant celle-ci, une "zone à risque" de 700 mètres de large. Les pêcheurs sont limités à une zone de 6 à 15 miles, alors que les accords d'Oslo prévoyaient une zone de 20 miles. En amont de celle-ci se trouve une zone dans laquelle il est interdit de naviguer, ce qui rend impossible les importations et les exportations par bateau.

La centrale électrique de la bande de Gaza ne produit que 29 MW (2018). 118 MW sont fournis par Israël et 1 MW par l'Égypte. Il manque donc 302 MW d'électricité à la population.

(Source: UN OHCA »Gaza Strip Access and Movement - April 2019«)

compte tenu de tout ce qu'il a subi au cours de la Seconde Guerre mondiale. (...) Ni les antécédents ni les rapports actuels en Palestine ne peuvent justifier une solution unilatérale de la question palestinienne, que ce soit dans le sens de la fondation d'un État arabe indépendant sans tenir compte des droits légitimes du peuple juif ou dans le sens de la fondation d'un État juif indépendant sans tenir compte des droits légitimes de la population arabe.»⁴ Après l'échec d'un État judéo-arabe commun, il a été décidé, en 1947, de diviser le territoire sous mandat britannique en Israël et en Palestine. L'Union soviétique, alors socialiste, a soutenu cela dans cette situation et a été la première à reconnaître l'État d'Israël, ce qui était juste.

7 «_Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !_» et «_Prolétaires de tous les pays et opprimés, unissez-vous !_», telle est notre ligne directrice fondamentale, y compris pour résoudre la question palestinienne.

«_Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !_», s'applique également pour la classe ouvrière juive et arabe et aux masses en Israël ! En Israël, il y a aussi une lutte des classes, des mouvements de grève syndicale ainsi que des partis palestiniens-arabes avec des revendications légitimes, des initiatives et des mouvements en Israël qui s'engagent pour une paix juste, pour les droits des Palestiniens, contre la confiscation des maisons, la construction de colonies ou la loi raciste sur les nationalités. Bien sûr, l'influence et la démagogie sionistes systématiques depuis des décennies ont laissé des traces dans les travailleurs et les masses israéliennes. Il faut ici, par un patient travail de persuasion et d'alliance, ancrer la ligne directrice du mouvement ouvrier depuis Marx et Engels : «_Un peuple qui opprime les autres ne peut pas être libre lui-même._»

8 Cette voie de la lutte pour la libération nationale et sociale du peuple palestinien en interaction avec la lutte de classe et la lutte pour le socialisme en Israël en liaison avec le Front uni anti-impérialiste et antifasciste est la voie certes laborieuse, mais la seule voie pour l'avenir. Nous critiquons par principe la trahison ouverte des intérêts des Palestiniens par la direction de l'OLP avec les accords d'Oslo et lors du Sommet dit de Camp David en juillet 2000, où la délégation palestinienne a accepté l'occupation d'Israël et s'est

⁴ Discours du délégué soviétique devant l'ONU 1947

déclarée prête à renoncer à 78_% du territoire prévu par le plan de partage de l'ONU de 1947 et au droit au retour des Palestiniens expulsés.

De même, il existe différents intérêts parmi les Palestiniens. C'est pourquoi il s'agit principalement d'une voie erronée de placer, par déception ou scepticisme envers les travailleurs et les masses en Israël, ou en raison d'influences nationalistes et réactionnaires, la nationalité palestinienne au-dessus des intérêts de classe, collaborer avec des forces réactionnaires et fascistes ou fascisantes comme le Hamas et l'organisation «_Jihad_», voire (directement ou indirectement) la dictature impérialiste et fasciste en Iran, ou même voir en eux des alliés. Les révolutionnaires doivent toujours partir du point de vue de la classe prolétarienne !

9 Nous reconnaissons le droit à l'existence de l'État d'Israël. Nous critiquons toute forme d'antisémitisme et d'anticommunisme, aussi de la part des milieux arabes petits-bourgeois/bourgeois, des trotskistes et d'une partie de la gauche petite-bourgeoise, qui s'exprime sous la forme d'une critique de la politique étrangère de Staline sur la question palestinienne. Cela ne signifie en aucun cas reconnaître la politique fascisante de l'État israélien impérialiste, ni même l'occupation

israélienne.

X Le MLPD voit la perspective pour les peuples israélien et palestinien dans un État démocratique commun, dans lequel règnent l'égalité de droits, le respect et la confiance mutuels, sans discrimination. En fin de compte et en toute conséquence, cela ne peut être aujourd'hui qu'un État socialiste. Comme étape intermédiaire et transitoire possible, bien que nettement plus difficile, nous plaidons pour la «_solution des deux États_» avec restitution des territoires occupés par Israël. Un règlement démocratique à deux États en tant qu'étape transitoire ne peut être atteint que dans le cadre de la lutte pour la libération nationale et sociale du peuple palestinien, en s'appuyant sur la solidarité de la classe ouvrière israélienne et sur la solidarité internationale. Cela ne signifie pas encore une solution fondamentale du problème, mais cela améliore la base de la lutte commune des travailleurs et des masses populaires en Israël et en Palestine pour leur voie en tant que partie intégrante de la révolution socialiste internationale.

Palestine - Fin de l'agression, fin de l'occupation - Pour le droit à l'autodétermination ! Vive la solidarité internationale !

En tant qu'UMLP, nous assurons une solidarité absolue avec la lutte de libération légitime du peuple palestinien. Nous condamnons la politique d'annexion d'Israël comme une violation du droit international. Nous défendons le droit à l'existence d'Israël, mais aussi l'égalité du peuple palestinien, et par conséquent nous rejetons absolument les organisations fascistes comme le "Jihad islamique" ou les réactionnaires fondamentalistes du Hamas, qui lancent des roquettes sur des civils à Tel Aviv, en représailles aux bombardements incessants de l'armée israélienne sur des cibles dans la bande de Gaza.

Ce qui s'est passé en 2021, et qui se passe encore aujourd'hui, dans le quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est - où les colons sionistes réactionnaires et fascistes, main dans la main avec le gouvernement de Netanyahu, et maintenant avec celui de Yair Lapid, utilisent toutes leurs forces pour expulser la population palestinienne de ses maisons et appartements - est un triste exemple continu de nettoyage ethnique et de violence de l'occupation israélienne, exposant clairement le caractère d'apartheid pratiqué par Israël.

L'idéologie fasciste de l'antisémitisme divise et détourne les travailleurs du véritable ennemi de la classe ouvrière - l'impérialisme.

Comment peut-on parler d'antisémitisme lorsque le peuple de Palestine lutte pour sa libération et son droit à l'autodétermination contre une politique d'occupation par le gouvernement israélien ? Lorsque des Israéliens et des Palestiniens protestent conjointement contre les expulsions - sont-ils également antisémites ? Ces définitions visent à diluer la solidarité avec la Palestine, en s'attaquant à la liberté d'expression et en tentant de marginaliser et de criminaliser les organisations qui soutiennent leur lutte légitime, où plus de 700 personnes, femmes et enfants compris, sont en détention administrative sans aucune charge ni procès.

Fondamentalement opposés à l'idéologie du Hamas, nous sommes du côté du FPLP (Front

populaire de libération de la Palestine), qui lutte pour le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, pour un État palestinien indépendant qui lui appartienne, avec l'objectif stratégique d'une Palestine démocratique et socialiste dans laquelle tous les peuples de cette région, quelle que soit leur couleur de peau ou leur religion, vivent ensemble sur un pied d'égalité.

Pour la fin de l'agression sioniste ! Contre l'impérialisme, le sionisme, la réaction arabe et le fascisme islamique !

Solidarité avec la lutte pour la libération nationale et sociale de la Palestine !

Pour une solution démocratique et juste à deux États, vers une Palestine libre et socialiste !

Lutte pour la paix et l'amitié entre les peuples - Lutte pour le socialisme !

Liberté pour tous les prisonniers politiques palestiniens !

Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous !

Vive la solidarité internationale ! Vive l'Internationalisme Proletarien !

Le programme historique des Palestiniens

L'objectif du mouvement de libération nationale palestinien a pendant longtemps été clair : la libération de toute la Palestine. L'Organisation de Libération de la Palestine, ou OLP, qui regroupe les composantes historiques du mouvement national palestinien, l'avait inscrite dans la Charte nationale palestinienne de 1963, qui faisait office de programme politique du peuple palestinien. Pour l'OLP, l'objectif était la lutte jusqu'à l'abolition de l'Etat d'Israël et l'instauration d'un gouvernement unique sur toute l'étendue de la « Palestine de 48 », de la mer Méditerranée au fleuve Jourdain.

Rallier le prolétariat juif à la cause palestinienne

Par ailleurs, il était clair que la destruction de l'« Etat juif » ne signifiait pas une politique anti-juive. Pour le Fatah, pour le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front populaire et démocratique de libération de la Palestine

(plus tard FDLP), tout Juif qui se reconnaissait comme Palestinien était un habitant légitime de la terre de Palestine. La Palestine libérée et unifiée devait être démocratique, laïque, indépendante, garantissant l'égalité à tous ses citoyens. Les mouvements de gauche palestinien ont entretenu des liens avec des organisations politiques antisionistes israéliennes majoritairement juives comme le Matzpen. Pour la gauche palestinienne, les Juifs orientaux (appelés Mizrahi) n'avaient jamais cessé d'appartenir à la nation arabe. Il y eut également quelques hauts dirigeants palestiniens juifs, comme Ilan Halévi du Fatah. Le FDLP et le FPLP affirmaient qu'il était possible de rallier une partie du prolétariat juif au mouvement de libération nationale palestinien.

Deux Etats : le programme de l'impérialisme

La remise en cause du programme de libération totale de la Palestine alla de pair avec les reculs

Liberté pour Georges Abdallah ! Liberté pour la Palestine !

Tous les ans, en France, des manifestations et campagnes sont organisées pour exiger la libération immédiate de Georges Abdallah, communiste libanais et combattant de la résistance palestinienne emprisonné en France depuis 1984. Le soutien au plus ancien prisonnier politique d'Europe vient de nombreuses organisations, collectifs, campagnes, associations, syndicats et partis politiques, dont les organisations membres de l'ICOR Unité communiste et Union Proletarienne marxiste-Léniniste. Le mot d'ordre « Liberté pour Georges Abdallah ! Liberté pour la Palestine ! » Georges Abdallah est libérable depuis de nombreuses années, mais l'impérialisme français tient à sa collaboration avec Israël sioniste.

Tous les ans, Georges Abdallah rédige une déclaration pour l'occasion soulignant son engagement révolutionnaire intact, en particulier aux côtés de la résistance palestinienne. Georges a déclaré en octobre 2022 : « La chaleur de votre mobilisation et l'enthousiasme de votre engagement se moquent bien de ces abominables murs, de ces barbelés et autres miradors. Ils percutent la quotidienneté mortifère des cellules et nous laissent entrevoir des lueurs de victoire se dessiner à l'horizon. Camarades et amis, vos

diverses initiatives solidaires que vous avez développées dans cette campagne internationale depuis un mois apportent un cinglant démenti à ceux qui misaient sur l'essoufflement de votre mobilisation. Dans cette campagne, la prison d'Ofer et toutes les geôles sionistes ont toutes votre attention et, tout naturellement, l'expression de votre solidarité active est toujours plus vivifiante pour ceux et celles qui y sont embastillés depuis tant d'années ... Face à l'émergence et à l'affirmation d'une nouvelle génération de résistants, tout particulièrement en Cisjordanie, la soldatesque sioniste se livre aux pires excès : tuant tous les jours des jeunes et des moins jeunes, détruisant des maisons, confisquant de nouvelles terres sous des prétextes fallacieux et, dernièrement, encerclant des villes pour un blocage complet. La résistance fait face ! C'est aux hommes et aux femmes de bonnes volontés d'en faire autant au niveau régional et international. »



du mouvement de libération national palestinien. L'idée de partager la Palestine en deux Etats avait toujours été la ligne officielle des Etats impérialistes uniquement. L'idée fut cependant acceptée, à partir de la seconde moitié des années 70 et du début des années 80, par les directions du Fatah et du FDLP : les deux Etats n'étaient censés être qu'une revendication provisoire, en attendant la réunification de la Palestine. Mais en réalité c'était une capitulation devant l'ennemi. Les accords d'Oslo, qui ont créé l'Autorité palestinienne, censée être l'embryon d'un Etat palestinien, n'ont fait que soumettre officiellement la direction palestinienne à Israël et aux impérialistes, en les transformant en une couche bourgeoise bureaucratique chargée de gérer la population palestinienne via les aides internationales de Gaza et Cisjordanie et de réprimer les mouvements les plus combattifs pour le compte de l'occupant.

Défendons les revendications historiques du peuple palestinien !

A l'heure actuelle, l'idée d'un seul Etat est même reprise par certains sionistes, qui la présentent comme synonyme de l'annexion officialisée de la Cisjordanie par Israël et l'octroi de la nationalité israélienne aux Palestiniens qui y habitent, en échange de leur soumission et du renoncement au droit au retour des réfugiés, pour sauvegarder une majorité juive sur le territoire. Au final, une solution à la sud-africaine, avec une pseudo-égalité, mais une continuation de l'apartheid de fait. C'est pour cela que les revendications historiques du peuple palestinien restent indissociables : la Palestine réunifiée n'a pas de sens sans le droit au retour de tous les réfugiés, sans un Etat démocratique et indépendant de l'impérialisme. Un seul Etat démocratique sur toute l'étendue de la Palestine historique !

Palestine et Chypre : Une histoire de fraternité des peuples

L'Union des Chypriotes considère que Chypre et la Palestine sont deux pays où l'impérialisme a pris racine au cœur de l'Asie occidentale. Tant que ces deux questions nationales et coloniales, qui peuvent être comparées dans des contextes différents, ne seront pas résolues, l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, le sectarisme et le sionisme se propageront comme un cancer dans les revendications des peuples de la région pour la paix, l'égalité, la fraternité, le pain et la liberté.

Chypre et la Palestine, deux voisins de la mer et deux anciennes colonies ottomanes et britanniques, ont vécu des processus entrelacés de division et d'occupation. L'histoire de la Palestine a commencé en 1917 lorsque les colonialistes britanniques ont "promis" la terre de Palestine aux sionistes. L'histoire de Chypre a commencé en 1878, lorsque les Ottomans ont loué Chypre aux Britanniques.

À partir des années 1920, l'impérialisme britannique a demandé aux sionistes de créer des bandes paramilitaires telles que la Haganah, l'Igun, le Lehi et le Stern afin de mettre en œuvre la politique de partition de la Palestine. En 1947, la Grande-Bretagne a révélé le plan de partage de la Palestine. Un parallélisme similaire émerge avec la guerre paramilitaire et le processus de coup d'État mené dans le cadre du concept de l'OTAN à Chypre.

Le 23 octobre 1936, le gouverneur colonial britannique, Richmond Palmer, écrit dans son rapport à Londres :

"Pour avoir de la facilité à l'avenir sur l'île, nous devons poursuivre l'administration sur la base de l'exceptis excipiendis (ouvrir la voie aux exceptions), sur la base des districts. Ainsi, le concept de nationalisme chypriote - qui émergera comme un nouveau concept après que l'Enosis soit devenu une valeur érodée - devrait être repoussé autant que possible et laissé dans l'obscurité".

Nous sommes en 1936, le gouverneur colonial britannique déclare : "Le nationalisme chypriote va se développer". Afin de poursuivre l'existence britannique sur l'île, il recommande d'empêcher au-

tant que possible le développement de la conscience chypriote et l'intégration des sociétés. Il affirme que cette stratégie de "diviser pour régner" peut se faire sur la base du "régionalisme". Le processus que le gouverneur colonial britannique a appelé "régionalisme" en 1936 a commencé par le terrorisme paramilitaire après 1963 et a pris sa forme définitive après 1974. Après 1974, le colonialisme de peuplement est devenu un autre problème commun à la Palestine et à Chypre.

La politique de "diviser pour régner" à Chypre après 1955 est la même que la méthode britannique utilisée contre le soulèvement de 1936-1939 en Palestine. C'est ainsi que les conditions de la partition et de l'occupation de 1947-48 en Palestine et de la partition et de l'occupation de 1974 à Chypre ont été créées. Par conséquent, la guerre de 1947-48 en Palestine et l'occupation de 1974 à Chypre ont atteint le même endroit. "Israël" et la "République turque de Chypre du Nord" sont deux structures pirates établies sur des terres appartenant à d'autres.

En 1948, 700 000 Palestiniens ont été déplacés. En 1974, 165 000 Chypriotes grecs et 45 000 Chypriotes turcs ont été déplacés. Comme il n'y avait pas de population pour remplir les terres palestiniennes occupées, Israël a fait venir des Juifs du monde entier comme colons dans la Palestine occupée. Comme il n'y avait pas de population pour remplir les terres occupées de Chypre, la Turquie a également déplacé principalement la population turco-islamique d'Anatolie comme colons vers Chypre occupée. Nous rencontrons ici la question de la colonisation, qui est le pilier le plus important du colonialisme de peuplement.

L'Union des Chypriotes définit le colonialisme turc à Chypre et le colonialisme sioniste en Palestine comme des frères jumeaux. Israël et la Turquie en sont au même point en ce qui concerne les méthodes de colonisation qu'ils ont appliquées, le "problème" qu'ils ont créé dans le cadre des négociations à la table des Nations unies et les "lignes rouges" qu'ils ont avancées.

La spirale de l'insolvabilité, qui a commencé avec

les pourparlers de Beyrouth à Chypre en 1968 et a atteint son apogée avec le plan Annan au début des années 2000, s'étend aux processus de négociation tels que Camp David et Oslo, qui se sont transformés en trahison en Palestine. L'objectif des négociations menées par l'ONU à Chypre et en Palestine est le même : légitimer l'occupation et l'imposer aux Chypriotes et aux Palestiniens. En fin de compte, la Turquie et Israël utilisent la même stratégie à Chypre et en Palestine afin de gagner du temps pour atteindre leurs objectifs d'occupation complète. Le nom de cette stratégie est la propagande de la "solution à deux États".

La question la plus importante que la Turquie et Israël n'ont pas acceptée de discuter lors des négociations, et qui a créé les problèmes de Chypre et de la Palestine avec leur colonialisme de peuplement, est le droit de retour des réfugiés, qui ont été expulsés de leurs maisons et de leurs terres sous la menace des armes et dont les biens ont été confisqués par les lois promulguées par le régime d'occupation.

Aujourd'hui, la Cour pénale internationale de La

Haye a ouvert des dossiers contre la Turquie et Israël pour les mêmes crimes de guerre. En tant qu'auteurs de ce qui s'est passé à Chypre après 1974 et en Palestine après 1948, les crimes commis par la Turquie et Israël contre l'humanité sont les mêmes. Ces crimes de guerre font d'eux des frères. Le problème qu'ils ont créé avec le colonialisme de peuplement et la soi-disant "solution à deux États" qu'ils ont produite au problème qu'ils ont créé est le même.

Dans ce contexte, l'Union des Chypriotes considère la solution à un seul État comme la seule option anti-impérialiste pour la Palestine, Chypre et leurs peuples.

Chypre pour les Chypriotes ! La Palestine pour les Palestiniens !

HASHD's Standpoint about the Palestinian National Cause and the Arab-zionist Conflict

Depuis la tenue de son premier congrès en 1989, le Parti démocratique populaire jordanien "HASHD" a inclus son point de vue sur la cause nationale palestinienne et le conflit arabo-sioniste dans son programme politique, établissant ainsi une base majeure pour la mise en place des missions quotidiennes nécessaires. En fait, la cause nationale palestinienne occupe une place privilégiée et essentielle dans l'agenda du mouvement national jordanien, pour des raisons historiques, géographiques et politiques et pour tout ce qui relie la Jordanie à la Palestine en termes d'objectifs et de destin communs.

La relation que la Jordanie entretient avec la cause palestinienne est plus complexe que celle qu'elle entretient avec tout autre pays arabe. Les peuples frères jordanien et palestinien entretiennent des relations particulières fondées sur des liens nationaux, historiques, civilisationnels, sociaux, économiques et géographiques profonds qui unissent les deux pays.

L'établissement de l'État d'agression sioniste sur la plupart des terres palestiniennes en 1948 et le déplacement de la majeure partie du peuple palestinien, dont la grande majorité a cherché refuge en Jordanie - dans l'espoir de retourner rapidement dans sa patrie - ont renforcé les facteurs objectifs de la relation spéciale susmentionnée.

L'annexion de la rive palestinienne à la zone géographique du Royaume hachémite de Jordanie a été un facteur objectif supplémentaire, qui a approfondi l'interconnexion des causes nationales des deux peuples frères. Ces faits ont abouti à une situation unique de chevauchement entre les mouvements nationaux jordanien et palestinien, non seulement au niveau des objectifs de lutte communs, mais aussi en ce qui concerne la composante humaine.

Avec l'évolution de la lutte nationale palestinienne contre l'occupation israélienne, les fondements primaires d'une perspective démocratique ont dû être établis afin d'aborder la question de la relation

entre les deux peuples et leurs mouvements nationaux, après que cette relation ait pris des tournures critiques et amères. Ces fondements devaient se refléter dans le programme de lutte quotidien du Parti populaire démocratique jordanien, avec l'avènement de deux développements qualitatifs majeurs : Lors du sommet de Rabat en 1974, les pays arabes ont reconnu l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Cela signifie que l'institution nationale palestinienne faitière est devenue chargée de représenter le peuple palestinien, et qu'aucun régime arabe ne peut plus prétendre à cette représentation.

Deuxième évolution qualitative : En août 1973, l'OLP a approuvé le programme par étapes basé sur la réalisation d'un objectif intermédiaire difficile à atteindre, consistant en la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, avec Jérusalem comme capitale : sur la voie de la libération de l'ensemble du territoire national palestinien.

Ces développements ont entraîné un changement qualitatif dans la relation jordanio-palestinienne, qui est devenue régie non seulement par les facteurs de chevauchement susmentionnés, mais aussi par les facteurs de différenciation : Le mouvement de libération nationale palestinien, représenté par l'OLP, représente désormais le peuple palestinien de manière indépendante. En outre, la Cisjordanie et la bande de Gaza ont été reconnues, tant au niveau arabe qu'international, comme des territoires palestiniens occupés.

Comme nous le savons tous, d'autres événements historiques se sont produits et ont eu un impact crucial sur l'évolution de la relation jordanio-palestinienne :

- La résolution sur les règlements de désengagement, adoptée par la Jordanie en 1988 et en vertu de laquelle la relation juridique et administrative a été désengagée.
- La signature d'accords et de conventions entre

les dirigeants de l'OLP et Israël en 1993 / puis entre le gouvernement jordanien et Israël en 1994.

Le programme de HASHD a été fondé en Jordanie sur deux bases fondamentales :

La première : La défense des intérêts nationaux jordaniens contre le projet expansionniste sioniste, la défense des intérêts démocratiques de la classe ouvrière et de toutes les classes sociales marginalisées, et la lutte contre les politiques de naturalisation et de patrie alternative toujours suggérées par les dirigeants de l'occupation.

Le second : Défendre l'unité du peuple palestinien et ses objectifs nationaux légitimes, à savoir l'indépendance, le retour, l'autodétermination, l'établissement d'un État indépendant dans sa patrie avec Jérusalem pour capitale.

L'accélération des développements récents, au niveau arabe et palestinien en particulier, liés aux politiques de normalisation avec l'ennemi. Les accords économiques, sécuritaires, culturels et militaires conclus à un rythme effréné entre la plupart des régimes arabes officiels et l'État d'occupation ont prouvé que le projet de remplacement sioniste se trouve dans sa phase finale, qui vise à achever ce que l'on appelle le "Grand Israël" et à dominer les biens arabes par le biais de nouveaux mécanismes, garantis par le rétablissement du colonialisme de peuplement et l'alliance avec les principaux pays capitalistes pour contrôler les ressources souveraines, telles que l'eau et les ressources énergétiques en particulier.

Ces graves développements nécessitent sans au-

cun doute une stratégie populaire arabe, non seulement pour soutenir la lutte du peuple palestinien, mais aussi pour protéger les pays arabes de la domination et de l'expansionnisme racistes sionistes.

Si le conflit arabo-sioniste portait sur la cause nationale palestinienne et les revendications légitimes du peuple palestinien au cours des huit dernières décennies, il porte désormais sur la sécurité nationale arabe en plus de la cause nationale palestinienne.

Le projet de remplacement sioniste est expansif et colonial, et vise à établir le Grand Israël dans ce que l'on appelle le Nouveau Moyen-Orient. Pour ce faire, l'alliance coloniale sioniste doit s'appuyer sur deux facteurs majeurs, le premier étant la formation d'alliances régionales arabes centrées sur l'État d'occupation ; le second étant la mise en place de mégaprojets économiques englobant des secteurs souverains, tels que l'eau et l'électricité, contrôlés et gérés par l'État d'occupation.

Le conflit arabo-sioniste est entré dans une nouvelle phase extrêmement dangereuse, depuis que les accords dits d'Abraham ont été conclus et signés par un certain nombre de régimes arabes. Dans le même temps, les dirigeants de l'occupation s'efforcent de faire adhérer d'autres régimes arabes à ces accords, et c'est l'objectif principal du sommet dit du Néguev, qui se tiendra au Royaume du Maroc à une date non annoncée dans le courant de l'année.

La cause palestinienne ... Notre position

A propos de notre histoire difficile dans l'adoption de la cause palestinienne

Il est nécessaire de vous rappeler la position des libres à l'égard de notre cause, dont la présence amère fait souffrir toute personne libre. Comme notre regretté camarade, Mudhaffar Al Nawab, s'est exclamé :

"Ô soldats..."

Une boussole qui ne pointe pas vers Jérusalem est douteuse,

écrasez-la sur le crâne de ses propriétaires."

Oui, notre parti s'exclame encore bruyamment, répétant ce cri de colère contre les traîtres et les mercenaires, les serviteurs des impérialistes, ceux qui ont vendu la terre en même temps que le peuple. Oui, leur boussole est douteuse... douteuse... douteuse.

Il est honnête et historiquement responsable de citer notre éternel camarade "Fahd", qui a fièrement brandi la bannière du parti en relation avec la cause de notre peuple dans les territoires occupés, lorsqu'il a fait sa sage et célèbre déclaration :

"Nous considérons en fait le fascisme et le sionisme comme les jumeaux engendrés par la même putain ; c'est le racisme, concubine du colonialisme..."

La résolution de l'ONU sur le partage de la Palestine a été confrontée à la colère des communistes irakiens. Sur les directives du camarade Fahd et du comité directeur, notre parti a publié un bulletin d'information interne en 1947, concernant la contestation et le rejet catégorique de la résolution de partage. Il annonçait ainsi son indépendance par rapport à l'influence des relations avec le Mouvement communiste international, alors dirigé par l'Union soviétique, conformément à la nature du Nouvel ordre mondial, qui a émergé dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale. Ce nouvel ordre mondial a adopté le concept de "coexistence pacifique", à la lumière des positions prises par les puissances victorieuses et de la défaite du nazisme. L'Union soviétique a voté en faveur de la fameuse résolution de partition. À l'époque, le

bulletin d'information interne de notre parti indiquait que :

"La position de l'Union soviétique quant à la ratification de la résolution sur la partition a donné aux journaux mercenaires et aux personnes engagées par l'impérialisme l'occasion de salir le mouvement communiste, en particulier dans les pays arabes. Le Parti communiste irakien a déterminé sa position sur la cause palestinienne, résumée comme suit

- 1. Le mouvement sioniste est un mouvement raciste, religieux, rétrograde et faux qui ne représente pas le peuple juif.*
- 2. La migration juive... est une invasion organisée orchestrée par l'Agence juive pour Israël. Sa poursuite menace la vie et les libertés des peuples autochtones.*
- 3. Le partage de la Palestine est un projet impérialiste...*
- 4. Le gouvernement de la Palestine doit être déterminé par le peuple palestinien vivant sur le territoire palestinien, et non par l'ONU ou toute autre organisation...*

Pour toutes ces raisons (et d'autres), le Parti communiste irakien rejette catégoriquement le plan de partage injuste".

C'est une question de fierté que la position de notre parti, dirigé par l'éternel camarade Fahd, était une position honorable, exprimant des responsabilités historiques, de principe et humaines, et caractérisée par une conscience avancée prévoyant des faits futurs qui sont dangereux pour le peuple palestinien et la région en général.

Cependant, en l'absence d'une direction révolutionnaire et libératrice au sein du parti, la domination soviétique a pu faire passer la résolution de partage en utilisant ses moyens et ses médias, et l'imposer aux dirigeants du parti, qui à leur tour avaient la mainmise sur l'organisation du parti. Dès que les colonisateurs, leurs serviteurs du palais royal irakien, le camarade Fahd et ses compa-

gnons disparurent puis furent exécutés le 14 février 1949, les soviets se turent d'une part, d'autre part, les traîtres parmi les nouveaux dirigeants du parti publièrent un manifeste dégoulinant de trahison et d'opportunisme. Le premier des fruits amers, selon le désir de l'administration soviétique, a été de renoncer à la cause de l'indépendance nationale, émanant de la position opportuniste et servile quant au partage de la Palestine et au déplacement de son peuple, sans tenir compte de l'injustice historique que ce peuple résilient a endurée. Telle était la position adoptée et défendue par les dirigeants opportunistes du parti communiste irakien ; leur apologie de la partition et de l'occupation de la terre, ainsi que du déplacement du peuple palestinien de sa patrie, ressemblait davantage à une diarrhée politique. Telle était la saleté intellectuelle apportée par la bande des quatre opportunistes qui ont pris la direction du parti après la disparition et le martyre du camarade Fahd et de ses compagnons ; ils ont commencé à justifier et à prôner avec enthousiasme la résolution de partition.

Par le biais du bulletin interne susmentionné, publié en 1947, le parti a annoncé son opposition à la résolution de partage qui infligeait une injustice préjudiciable au peuple palestinien et au mouvement de libération arabe. À l'époque, notre parti n'attendait aucune directive ou opinion susceptible de faire dévier sa position vers les désirs sionistes qui dominaient les partis communistes européens, en particulier le Parti communiste français, qui a joué le rôle le plus important en exerçant une pression sur les partis de la région pour qu'ils ratifient, adoptent et même préconisent la résolution de partage.

Notre parti a pratiquement annoncé sa position sur le crime de partition. Il a immédiatement mené des manifestations de masse pour exiger l'annulation de la résolution de partition. Il a également condamné l'ONU, qui a répondu au désir du sionisme impérialiste. Cependant, en l'absence de ses dirigeants mémorables, le Parti communiste français manipulé par le sionisme mondial, qui l'a utilisé comme instrument pour infiltrer les partis communistes du monde entier et de la région arabe en particulier, a pu recruter les opportunistes au sein du Parti communiste irakien, et orienter leur barre pour s'aligner sur sa position et celle des soviets quant à la cause palestinienne et à la résolution de

partage.

Pourtant, le communisme défend toujours la vérité. Après un parcours semé d'embûches, d'emprisonnements, de chambres de torture et de fragmentations, notre parti a été remis sur les rails dans le cadre d'une purge épique visant à le débarrasser des opportunistes et des traîtres. Le parti a retrouvé sa conscience marxiste-léniniste de libération et n'a pas ménagé ses efforts pour se débarrasser des faiblesses et des retards qu'il avait subis. Ensuite, il a repris sa position libératrice et révolutionnaire, en annonçant la rupture et en reprenant la lutte pour la libération nationale et l'instauration du socialisme dans la région arabe. Cela a été possible en adoptant sa position, qui rejette le partage, et en renonçant à l'influence de l'administration soviétique, en réitérant son engagement quant au droit du peuple palestinien sur sa terre, à l'effacement de toute présence sioniste en Palestine et au rétablissement d'une Palestine libre et sûre sur l'ensemble du territoire national palestinien.

Cette position patriotique de libération a été l'instrument qui a permis au parti communiste irakien de s'éloigner de la position soviétique et de se libérer de sa domination. Malheureusement, au lieu de s'engager dans la position de la majorité des membres du parti, qui ont embrassé et voté pour l'indépendance et la libération nationale de notre pays, ils ont soutenu la faction opportuniste de toutes les manières possibles, que ce soit dans les médias ou financièrement. Ils les ont protégés en s'accordant avec le gouvernement rétrograde et en imposant l'hostilité à notre parti, qui a été contraint à l'époque de s'appeler (le Parti communiste irakien - le Commandement central).

Aujourd'hui, et après des années de siège et d'attaques successives perpétrées par les rétrogrades avec l'aide des dirigeants fascistes, notre parti est fier de revenir à son front socialiste, libérateur et combatif ; annonçant ainsi son rejet de la présence sioniste, et croyant fermement que la seule solution à la cause palestinienne consiste à effacer toute présence sioniste de l'ensemble du territoire occupé. Notre parti soutient également la lutte des mouvements marxistes de gauche pour la libération nationale. Nous sommes prêts à aider et à soutenir internationalement et inconditionnellement nos frères du Parti communiste palestinien et tous les partis marxistes-léninistes de nos pays.

Le mouvement du Sentier alternatif révolutionnaire palestinien a vu le jour en octobre 2021 et son lancement a coïncidé avec le 30e anniversaire de la conférence de liquidation de Madrid en octobre 1991, qui a réuni pour la première fois en public presque tous les pôles du régime arabe officiel avec des représentants de l'entité sioniste sous les auspices des États-Unis. L'émergence du mouvement de la Voie révolutionnaire alternative a également été un phénomène critique face à la réalité de l'Organisation de libération de la Palestine, reprise par une poignée de Palestiniens. Elle a participé au projet de liquidation de la cause palestinienne par la signature des accords d'Oslo et la confiscation de la voix et des droits de la majorité du peuple palestinien. On peut dire que le mouvement de la Voie palestinienne révolutionnaire alternative exprime spécifiquement les sentiments des Palestiniens de la diaspora, ainsi que leur droit et leur devoir de participer et de restaurer leur rôle libérateur national et de repenser la voie du retour et de la libération.

Les bases de la lutte du mouvement reposent sur les positions suivantes :

- La Palestine, avec ses frontières historiques, est une entité régionale unique dans laquelle il n'y a pas de différence, qu'elle ait été occupée par l'occupation sioniste en 48 ou en 67. Elle fait partie intégrante de la grande patrie arabe. C'est la patrie naturelle du peuple palestinien.
- La Nakba vécue par le peuple palestinien depuis 1947, y compris le déracinement, l'expulsion, le nettoyage ethnique, l'empêchement du retour, la colonisation et le démantèlement des structures sociales, économiques et politiques de la société palestinienne, constitue une injustice historique continue et persistante perpétrée par le mouvement sioniste, soutenu par l'impérialisme mondial et les forces réactionnaires locales et régionales complices.
- L'injustice historique permanente subie par le peuple palestinien ne peut prendre fin que par le retour de ce peuple dans sa patrie d'origine, de manière indivisible et complète, ainsi que par la restitution de ses biens et l'indemnisation de toutes les tragédies dont il a été victime.
- Le peuple palestinien s'est organisé dans sa lut-

te pour la libération de sa terre, le retour à celle-ci et l'autodétermination sur sa terre dans le cadre de l'Organisation de libération de la Palestine et définit ses objectifs et les moyens de sa lutte dans la Charte nationale adoptée lors de la quatrième session du Conseil national (Le Caire, 17 juillet 1968). Toute modification de cette charte qui porterait atteinte à la libération totale et au retour intégral sera considérée comme nulle et non avenue et sera rejetée.

- Tous les accords, arrangements et règlements conclus depuis la conférence de Madrid (1991) sont considérés comme nuls et rejetés. Il n'y a pas de légitimité pour un projet palestinien s'il n'adhère pas aux points principaux suivants : A) La Palestine est une entité. b) Le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leur foyer d'origine, la récupération de leurs biens et l'indemnisation de ce qu'ils ont perdu. c) Le droit du peuple palestinien, où qu'il se trouve, à l'autodétermination sur la terre de Palestine.
- La relation entre les différentes parties du peuple palestinien dans le pays d'origine et dans la diaspora est une relation de complémentarité. La spécificité de chaque arène ne sert qu'à une intégration plus créative dans les rôles de lutte, qui mène à la réalisation de la libération totale.
- Le peuple palestinien, qui lutte contre le colonialisme sioniste soutenu par toutes les forces impérialistes et réactionnaires, est l'héritier d'une histoire de lutte et de droits de l'homme des différents mouvements de libération nationale dans le monde. C'est pourquoi il accompagne le chemin de tous ces mouvements.
- Toute tentative d'entraver la lutte du peuple palestinien, sous quelque forme que ce soit, constitue un crime et consacre les crimes du colonialisme sioniste qui sont commis quotidiennement contre le peuple palestinien.
- Le peuple palestinien, en tant qu'avant-garde avancée du mouvement de libération arabe dans la lutte contre les ambitions impérialistes et sionistes, fait appel à tous les peuples libres et aux forces vives du monde pour apporter toutes les formes de soutien à la conquête de ses droits nationaux.

- Le Sentier alternatif révolutionnaire palestinien et tous ses bras et comités s'appuient principalement sur l'autofinancement et le soutien populaire et rejettent catégoriquement le financement conditionnel par un parti quelconque ou la dépendance économique vis-à-vis d'un État ou d'un appareil arabe ou palestinien.

Le mouvement "Sentier alternatif révolutionnaire palestinien" constitue un parapluie sous lequel collaborent de nombreux groupes palestiniens, arabes et internationaux, comme par exemple le "Réseau Samidoun pour la défense des prisonniers palestiniens", actif dans plus de 15 pays, le "Mouvement des femmes palestiniennes - Al-Karama" en Europe et la "Coalition pour le droit au retour en Palestine" en Amérique du Nord, le Collectif Palestine Vaincra en France, la chaîne de médias palestinienne "Al-Falastiniya", des groupes antisionistes, des forces et des centres populaires internationaux et d'autres.

Le mouvement travaille à la mise en place d'un réseau international de solidarité afin d'obtenir le retour et la libération de la Palestine. La position du mouvement du Sentier révolutionnaire sur la résistance palestinienne et arabe exprime la position et la volonté populaires et historiques de notre peuple qui, par sa fermeté et ses positions de longue date, a écrit les formes les plus élevées de lutte et de travail acharné pour retourner dans sa patrie, rétablir ses biens, ses richesses et ses droits et exercer le droit à l'autodétermination sur sa terre.

L'attitude révolutionnaire envers l'"Organisation de libération de la Palestine" peut se résumer dans les conditions suivantes :

Réaliser une analyse historique et politique complète du rôle et du statut de l'"OLP", de son programme politique combatif et de toutes ses institutions en rapport avec le projet de libération et de retour. Cette analyse nécessaire requiert une large participation des différents fils et filles de notre peuple palestinien, dans la patrie et la diaspora, et dans différents domaines, afin de garantir le rétablissement du peuple arabe palestinien dans l'Organisation de libération de la Palestine et toutes ses institutions en tant que propriété collective de notre peuple, et de libérer ses décisions politiques du pouvoir et du contrôle d'une seule équipe dans l'arène palestinienne.

Réintégrer la Charte nationale palestinienne, en particulier les articles supprimés, et assurer la participation de toutes les forces nationales et des institutions civiles populaires travaillant dans le cadre de l'action et de la résistance, avec toutes les mesures organisationnelles, politiques et juridiques que cela implique, en particulier le retrait de la reconnaissance officielle palestinienne de l'entité sioniste et l'abrogation des accords d'Oslo et de toutes leurs références et annexes.

En conclusion, le mouvement du Chemin alternatif vous invite à rejoindre ses rangs et à participer à la restauration du projet de libération palestinien et arabe et à la formulation d'une institution nationale palestinienne renouvelée, qui s'est effondrée après la signature des accords et des capitulations à Oslo, Washington et autres. Il est temps de relancer un vaste mouvement, notamment en activant et en développant le mouvement des étudiants et des jeunes, qui a toujours été l'épine dorsale des forces révolutionnaires palestiniennes.